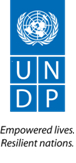
**République de Burundi**





|  |  |
| --- | --- |
| **Rapport final** | **EVALUATION A MI -PARCOURS DU** **PROJET ‘’SERVICES ENERGETIQUES RURAUX POUR LA RESILIENCE DE LA POPULATION AU BURUNDI’’SERR -UMUCO W’ITERAMBERE’’** |



**COTE D’IVOIRE**

BP 2039 Abidjan 01

Tél. : 00 225 27 222 075 33

Mobile : 00 225 07 07 616 707

Email : infos@sapphyre-rd.com

Table des matières

[Liste des tableaux 3](#_Toc118732355)

[Liste des acronymes et abréviations 3](#_Toc118732356)

[Résumé exécutif 4](#_Toc118732357)

[1. Introduction 8](#_Toc118732358)

[2. Description de l’intervention 9](#_Toc118732359)

[3. Etendue de l’évaluation et objectifs 13](#_Toc118732360)

[3.1. Etendue de l’évaluation 13](#_Toc118732361)

[3.2. Objectifs de l’évaluation 14](#_Toc118732362)

[3.3. Critères d’évaluation 14](#_Toc118732363)

[3.4. Questions relatives à l’évaluation 15](#_Toc118732364)

[4. Approche et méthodes d'évaluation 15](#_Toc118732365)

[4.1. Sources de données 16](#_Toc118732366)

[4.2. Procédures et instruments de collecte de données 16](#_Toc118732367)

[4.3. Normes de performance 16](#_Toc118732368)

[4.4. Participation de la partie prenante 17](#_Toc118732369)

[4.5. Considérations éthiques 17](#_Toc118732370)

[4.6. Principales limitations de la méthodologie 17](#_Toc118732371)

[5. Analyse des données 17](#_Toc118732372)

[5.1. Pertinence du projet et des résultats (Stratégie du projet) 19](#_Toc118732373)

[5.1.1. Pertinence du projet par rapport aux politiques et stratégies nationales et internationales 19](#_Toc118732374)

[5.1.2. Pertinence du projet par rapport aux besoins des populations, aux activités et résultats prévus par le cadre logique du projet 20](#_Toc118732375)

[5.1.3. Pertinence du projet par rapport aux modalités institutionnelles et aux délais de mise œuvre 20](#_Toc118732376)

[5.1.4. Pertinence du projet par rapport à l’égalité des sexes et du genre. 21](#_Toc118732377)

[5.1.5. Commentaire général sur la pertinence du projet 21](#_Toc118732378)

[5.2. Progrès vers la réalisation des résultats (Efficacité) 21](#_Toc118732379)

[5.2.1. Evaluation de l’efficacité de la coordination, de la gestion et du suivi-évaluation du projet 37](#_Toc118732380)

[5.2.2. Commentaire général sur l’efficacité du projet SERR. 38](#_Toc118732381)

[5.3. Efficience du projet 38](#_Toc118732382)

[5.3.1. Efficience des ressources financières par rapport aux résultats 38](#_Toc118732383)

[5.3.2. Efficience par rapport aux ressources humaines du projet 40](#_Toc118732384)

[5.3.3. Commentaire général sur l’efficience du projet 41](#_Toc118732385)

[5.4. Durabilité 42](#_Toc118732386)

[5.5. Egalité des sexes et du genre 43](#_Toc118732387)

[5.6. Impact 44](#_Toc118732388)

[6. Enseignements tirés 44](#_Toc118732389)

[7. Conclusions et recommandations 45](#_Toc118732390)

[7.1. Conclusions 45](#_Toc118732391)

[7.2. Recommandations 46](#_Toc118732392)

[Annexe : Listes des personnes ou groupes interviewés ou consultés 48](#_Toc118732393)

**COTE D’IVOIRE**

BP 2039 Abidjan 01

Tél. : 00 225 27 222 075 33

Mobile : 00 225 07 07 616 707

Email : infos@sapphyre-rd.com

# Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des ménages (%) par milieu de résidence et selon leur mode principal d’éclairage……………………………………………………………………………………………………………………………………10

[Tableau 2 : Résultats attendus du projet SERR 12](#_Toc110793661)

[Tableau 3 : Zones d'intervention du projet 14](#_Toc110793662)

[Tableau 4 : Echelle d'évaluation de l'efficience 17](#_Toc110793663)

[Tableau 5 : Echelle d'évaluation des progrès vers la réalisation des résultats 21](#_Toc110793664)

[Tableau 6 : Matrice des progrès vers la réalisation des résultats (Réalisations obtenues à la lumière des cibles de mi-parcours du projet) 23](#_Toc110793665)

[Tableau 7 : Efficience des ressources financières par rapport aux résultats 38](#_Toc110793666)

# Liste des acronymes et abréviations

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ABER | : | Agence burundaise d’électrification rurale |
| AGR | : | Activités Génératrices de Revenus |
| AREEN | : | Agence de régulation du secteur de l’eau et de l’énergie |
| CTS | : | Comité technique de suivi |
| DAO | : | Dossier d’appel d’offres |
| DGE | : | Direction Générale de l’Energie |
| DUE | : | Délégation de l’Union Européenne |
| FAO | : | Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture |
| MEHM | : | Ministère de l’Energie et de l’Hydraulique et des Mines |
| ODD | : | Objectif de développement durable |
| OS | : | Objectif spécifique |
| PND | : | Plan national de développement |
| PNIA | : | Plan national pour l’investissement agricole |
| PNUD | : | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PRODOC | : | Document du projet (acronyme anglais *Project Document*) |
| PTA/PTBA | : | Plan de travail annuel/Plan de travail et budget annuels |
| PTFM | : | Plateforme Multifonctionnelle |
| SERR | : | Projet Services Energétique Ruraux pour la Résilience de la Population au Burundi |
| SEforAll | : | Sustainable Energy for All |
| TdRs | : | Termes de références |
| UE | : | Union Européenne |
| UNDAF | : | Plan Cadre des Nations Unies pour l’Aide au Développement |

# Résumé exécutif

Le Projet Services Energétiques Ruraux pour la Résilience de la Population au Burundi - SERR, Umuco w’Iterambere, initiative conjointe du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) a répondu à l’appel à manifestation d’Intérêt (Référence : BI/FED/040-082-EE-03bis) lancé par l’Union Européenne dans le cadre de sa mesure d’appui à la résilience des populations du Burundi, composante 3 : « Accès à l’énergie électrique ».

Les deux agences proposent de renforcer la résilience de la population des zones précises à travers la fournitures d’électricité aux infrastructures communautaires, aux micro et petites entreprises commerciales et productives principalement agricoles, dans des villages éloignés du réseau électrique national, à partir de l’installation des mini réseaux, le développement d’un réseau de vente des systèmes solaires autonomes, la vente de foyers améliorés, le développement d’un mécanisme d’appui aux entreprises de la filière bois-énergie, ainsi que le développement d’activités génératrices de revenus et de mécanismes financiers facilitant l’accès aux crédits et le paiement.

L’objectif général (impact) du projet est de contribuer au renforcement de la résilience des populations en milieu rural / périurbain. L’objectif spécifique (effets) et d’améliorer l'accès à un service énergétique de base moderne, efficient et durable pour les populations, les services sociaux essentiels et les activités économiques situées hors réseau (milieu rural reculé).

Ces objectifs passeront par l’implication du secteur privé dans le développement de l’électrification de zones pauvres et reculées du pays, grâce à la mise à disposition par le projet d’un certain nombre d’incitations financières et techniques.

Le projet SERR, objet de la présente revue à mi-parcours, compte 6 composantes :

1. Renforcement des institutions publiques, portant sur le cadre règlementaire et de l’investissement privé dans l’électrification rurale ;
2. Appui technique à l’installation de 13 micros et mini-réseaux avec cofinancement du secteur privé, pour la distribution de l’électricité à des plateformes multifonctionnelles, des établissements communautaires et petites et moyennes entreprises ;
3. Provision de solutions d’électricité aux ménages isolés à travers la vente des kits solaires respectant les normes de qualité du secteur ;
4. Création d’ateliers de foyers améliorés et de combustibles verts (briquettes) et renforcement des entreprises intervenant dans la chaine du bois-énergie ;
5. Développement des filières et des métiers générateurs de revenus, grâce à l’installation des plateformes multifonctionnelles et de pompes solaires, au profit notamment des coopératives, groupements de femmes, de jeunes et des groupes vulnérables ;
6. Mise en place de mécanismes financiers permettant le partage de risques et l’accès aux produits financiers pour la population et le renforcement de l’inclusion financière et les capacités entrepreneuriales des acteurs économiques ;

La zone d’envergure du projet concerne 11 sites ou villages sur 13 étant donné que 2 sites ont été cédés à la tutelle de l’ABER. Ainsi, sur base du profil des différents villages, il était envisagé au cours de l’action proposée, SERR, d’installer 11 mini réseaux pour une capacité totale de 263 kWc, 17 plateformes multifonctionnelles, 11 centres de services énergétiques ruraux, plusieurs formations aux AGR pour chaque village et population aux alentours et 11 comités de gestion pour gérer la collecte de paiements et la communication des opérateurs. Les installations et les services devraient bénéficier directement à plus de 2 200 ménages et indirectement à environ 5 000 ménages supplémentaires, et viseront à couvrir une trentaine de points d’infrastructure à gestion communale. Les résultats chiffrés attendus pendant la durée du projet s’articulent comme suit :

* Au minimum 7 000 ménages équipés en foyers améliorés (FA), plusieurs réseaux de distribution et des campagnes de sensibilisations pouvant atteindre 20 000 ménages ;
* 4500 ménages équipés en Kits solaires et mini réseaux pour l’éclairage, la réfrigération, radio et télécommunication ;
* 30 infrastructures de services de base pour l’éclairage, la cuisson et les branchements ainsi que des microcrédits pour les AGR ;
* 20 unités d’irrigation modernes pour disposer de systèmes d’irrigations mécanisés ;
* 13 centres de services énergétiques, pour la vente de systèmes solaires autonomes, batteries, matériels agricoles et d’autres activités économiques, réparation, maintenance ;
* 17 plateformes multifonctionnelles (PTFM) installées sur des mini-réseaux solaires pour assurer la force motrice, fraisage, décorticage, charge de batterie, pompe, réfrigération, fumage de poisson, etc. ;
* 300 unités économiques formées et équipées pour assurer les fonctions de force motrice, réfrigération, éclairage, charge batterie, séchage de produits hors sols, cuisine modernes.

Le Projet ‘SERR - UMUCO W’ITERAMBERE’ est un projet financé conjointement par l’Union Européenne, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) à hauteur de 6.749.541,47 Euros et avec comme principal partenaire de mise en œuvre au niveau national, le Ministère de l’Hydraulique, de l’Energie et des Mines. Il est sous le régime de modalité nationale de mise en œuvre (DIM : Direct implementation modality).

La présente évaluation à mi-parcours du projet SERR couvre la période depuis son lancement, octobre 2020, jusqu’à juin 2022. Il tient compte de l’ensemble des activités, produits et résultats du projet durant cette période au niveau de ses six composantes.

En plus de la documentation consultée et les entretiens avec les responsables des différentes parties prenantes, il a été visité un échantillon de sites composés des provinces Cankuzo, Karusi, Kirundo et Rutana. Il convient de noter aussi qu’au cours de la troisième année d’exécution du projet, le Gouvernement a décidé de mettre les sites de Bibara et Gisimbawaga dans la commune de Mutumba en Province de Karusi, sur le réseau national d’électrification et le projet est resté avec 11 sites.

L’évaluation à mi-parcours du projet a été menée conformément aux directives, règles et procédures établies par le PNUD comme l’indique les directives d’évaluation du PNUD.

L’évaluation de ce fait a été articulée autour des critères ci-après :

* **Pertinence :** le projet esten phase avec le PND, les initiatives globales comme la CoP et SE4All.
* **Efficacité :** à ce stade, le projet n’est pas efficace en termes d’’indicateurs, car les réalisations sur le terrain ne sont pas encore visibles.
* **Efficience :** Avec un taux d’absorption globale budgétaire de 21.35% le projet n’’est pas efficient même si les engagements présagent une amélioration.
* **Durabilité :** les conditions de durabilité du projet ne sont pas toutes réunies et ne sont satisfaits que moyennement.
* **Genre :** confirmée au regard de la forte implication des femmes dans les activités de résilience.
* **Égalité des sexes et autonomisation des femmes**: Plusieurs Activités Génératrices de Revenue sont dédiées aux femmes pour assurer leur autonomisation.

Par ailleurs d’autres critères transversaux ont été pris en compte, à savoir : l’**analyse de la mise en œuvre et de suivi-évaluation du projet**, **Financement et cofinancement du** **projet** **et Intégration.**

Le tableau 4 de la matrice des progrès vers la réalisation des résultats montre qu’au regard des résultats par rapport aux prévisions, le projet n’a pas été performant et satisfaisant. En effet, aucune infrastructure énergétique n’est visible sur le terrain.

Cependant, au plan de la qualité, des documents et études de haute facture ont été produits par le projet, même si on peut déplorer le grand retard subi dans le processus d’octroi des marchés. On peut citer entre autres les différentes études sur les filières agricoles et non agricoles, le plan de communication et les différents supports médiatiques (plaquettes, t-shirts, casquettes, radios communautaires) qui ont rendu le projet plus visible.

Toutefois, si le projet atteint sa phase de croisière en cas d’extension, une attention particulière devrait être portée sur les activités prévues dans le cadre du produit 6 relatif aux Mécanismes financiers et le renforcement de l’inclusion financière et les capacités entrepreneuriales des acteurs économiques.

A l’analyse, on peut considérer que les activités menées jusqu’aujourd’hui rentrent dans le cadre de la phase préparatoire du projet, qui au plan qualitatif est satisfaisant avec une notation satisfaisante par rapport au niveau de réalisation à mi-parcours. On peut retenir que qualitativement le projet atteint un taux de réalisation satisfaisant, mais avec une notation globalement insatisfaisante en raison de la non installation des infrastructures énergétiques dans la zone d’influence du projet.

**Conclusions, recommandations et enseignements.**

A cette étape d’évaluation à mi-parcours, le projet SERR répond aux priorités du gouvernement et aux besoins réels des communautés des zones reculées. Sa mise en œuvre en consortium par 2 agences onusiennes, au faîte des expériences et de l’expertise technique, comporte en principe une certaine garantie de succès.

De plus, la participation du projet SERR aux groupes thématiques avec d’autres consortia lui sert d’opportunité de capitalisation des résultats et échecs connus par d’autres consortia précurseurs. L’existence du facilitateur permet un échange d’expérience entre consortia profitable au projet grâce aux réunions de synergie ou des groupes thématiques.

Cependant, bien que le cadre des résultats soit clair, le cadre institutionnel de mise en œuvre du projet à travers le CTS souffre de quelques dysfonctionnements dus à une circulation inadéquate de l’information et au manque des règles claires de redevabilité de chaque partie prenante. Bien que les réunions du CTS soient plus ou moins régulières, l’atteinte du consensus est souvent laborieuse et retarde l’approbation des dossiers. A cela s’ajoute les lenteurs administratives liées aux procédures internes de chacune des agences de mise en œuvre. Pour toutes ces raisons, les résultats atteints et mesurés à travers une analyse de la pertinence, l’efficacité, l’efficience, les effets/impacts et la durabilité, au cours de la première phase de mise en œuvre projet depuis 2020, n’ont pas encore atteint le seuil escompté à mi-parcours.

Le renforcement des capacités des parties prenantes comme la formation d’un pool de techniciens locaux par exemple et l'amélioration de la coordination des acteurs institutionnels sont effectivement des canaux d’atteinte des objectifs à long terme et de durabilité et en même temps de bonnes stratégies de désengagement du PNUD.

Le projet contribue à l’égalité des sexes et du genre et à l’autonomisation des femmes et des jeunes depuis sa conception à sa mise en œuvre surtout à travers les séances de sensibilisation communautaire.

Les différentes analyses sur la situation à mi-parcours du projet nous ont amené à formuler les recommandations suivantes dans l’optique d’atteindre les résultats escomptés.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * A l’endroit du MEHM avec l’appui technique et financier de l’UE, du PNUD et de la FAO | | |
| |  |  | | --- | --- | | **R1** |  | | : | Etant donné le niveau assez bas à mi-parcours d’atteinte des résultats, de réalisation des activités prévues,  de l’importance considérable de la masse critique des activités en instance de réalisation et de la nécessité d’un temps minimum pour l’appropriation des infrastructures, équipements, mécanismes et produits financiers installés, par les bénéficiaires et par le Ministère en charge de l’énergie et partenaire national ainsi que le niveau très élevé d’attentes de l’administration et des communautés bénéficiaires, l’équipe d’évaluation recommande l’extension du projet pour une période **d’au moins 2 ans supplémentaires** afin de bien achever les activités prévues et ainsi générer et assurer des impacts durables. |
| * A l’’endroit du Secrétariat Technique du CTS | | |
| **R2** |  | En plus de son rôle de médiateur, le Facilitateur au sein du consortium, devrait assurer plus d’appui technique à l’Unité de Coordination du projet (UCP), notamment à travers le CTS (secrétariat et logistique, organisation et suivi des actes des réunions et des dossiers d’études ou d’appels d’offres), au cas où l’extension du projet est confirmée.  Dans cette optique, en vue de minimiser les retards dans le traitement et l’approbation des dossiers, donner mandat au CTS d’étudier et de valider les dossiers et donner le pouvoir à l’UCP de signer moyennant une demande de non objection diligente et concertée des sièges (PNUD, FAO, UE). | |
| * A l’’endroit de l’UCP | | | |
| **R 3** | : | A travers l’étude en cours portant sur la tarification de l’électricité hors réseau, le projet doit s’assurer d’un consensus entre le gouvernement et les opérateurs de mini-réseaux avec des prix accessibles pour les populations à faible revenu.  Aussi, en vue d’assurer la pérennité des activités d’électrification par le projet et leur extension dans d’autres zones rurales, ce dernier devrait faire le plaidoyer auprès du gouvernement notamment à travers le CTS et les réunions inter-consortia pour l’opérationnalisation du fonds de soutien à la pré-électrification rurale et pour l’actualisation de la Loi sur l’électricité. | |
| **R4** | : | Elargir l’assiette de promotion des AGR en exploitant au mieux les chaînes de valeurs des filières agricoles et non agricoles grâce à la mise en service des plateformes multifonctionnelles et lancer, dans le cadre de ces AGR, le concept de « **boutique de résilience** » dont la mise en échelle pourrait se faire dans le cadre des projets et programmes futurs. | |
| **R5** | : | Actualiser le plan opérationnel de mise en œuvre du projet et son appropriation par diverses parties prenantes à la lumière d’une éventuelle prolongation qui lui sera consentie. | |

# Introduction

La présente évaluation à mi-parcours du projet Services Energétique Ruraux pour la Résilience de la Population au Burundi - SERR, Umuco w’Iterambere, vise à informer les parties prenantes en vue d’apprécier les résultats atteints sur la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les effets/impacts et la durabilité du projet. Elle s’efforce de montrer comment les appuis techniques et financiers du PNUD de la FAO et de ses partenaires, à travers ce projet, ont eu un impact significatif en termes de contribution au renforcement de la capacité de résilience des populations en milieu rural.

Ainsi, cette évaluation a analysé si les synergies et les complémentarités existantes ont été exploitées pour permettre une action conjointe, efficace et efficiente afin d’atteindre les résultats escomptés. Elle a été organisée, pour d’une part rendre compte aux parties prenantes ainsi qu’au PNUD lui-même et les partenaires de mise en œuvre des résultats obtenus et des changements produits, y compris les effets souhaités et non souhaités. C’est donc pour un objectif de responsabilité que cette évaluation a été réalisée. D’autre part, cette évaluation a pour objectif de fournir un bilan intérimaire sur la pertinence, l’efficacité, l’efficience, les effets et la durabilité des interventions ainsi que sur la coordination et la gestion du projet avec une attention particulière sur les aspects opérationnels, logistiques et de communication entre les partenaires et le PNUD.

Par ailleurs, l’évaluation à mi-parcours a mis en évidence les points forts du projet et les aspects susceptibles d’être améliorés ainsi que les raisons pour lesquelles certains résultats ont été atteints ou non, afin de tirer des enseignements, définir les meilleures pratiques et fournir des indications pour apprendre.

En termes d’utilisateurs des informations de cette évaluation à mi-parcours, les résultats obtenus s’adressent aux différentes parties prenantes au projet ainsi que les différents groupes cibles. Ces résultats seront pris en compte dans la mise en œuvre des étapes suivantes du projet et serviront aussi pour mieux concevoir les futures interventions en matière de renforcement de la résilience des populations en milieu rural / périurbain.

Les points forts et ceux à améliorer comme analysés au niveau du critère d’évaluation « efficacité », seront mis en avant pour capitaliser les expériences et enseignements tirés de cette évaluation. La mission d’évaluation permettra aussi au PNUD et à la FAO, à ses partenaires et aux bénéficiaires d’avoir une appréciation générale sur les activités déjà réalisées et les résultats atteints à ce stade. Ils permettront de jauger si les ménages ayant bénéficié de l’accompagnement du projet ont connu des changements en termes d'amélioration de leurs conditions de vie.

En plus, ce projet s’inscrivant dans une stratégie pays, la mission permettra d’évaluer les progrès vers les changements structurelles escomptés, notamment dans le renseignement des indicateurs agrégés en vue de valoriser la contribution du PNUD et la FAO aux indicateurs de progrès tels que spécifiés dans le PND 2018-2027.

# Description de l’intervention

Le Burundi a un taux d’accès[[1]](#footnote-1) à l’énergie électrique inférieur à 5.5% et le nombre de ménages ayant accès à l’électricité est évalué à 7% correspondant à 52% des ménages urbains et 2% des ménages ruraux tandis que la consommation moyenne de l’énergie électrique est estimée à 30 Kwh/habitant/an contre 150 Kwh/habitant/an en moyenne pour l’Afrique subsaharienne.

D’autre part, parlant du taux d’accès à l’énergie électrique, ces chiffres sont confirmés par les résultats de l’enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages au Burundi (EICVMB, 2019-2020) sur l’éclairage et repris dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Répartition des ménages (%) par milieu de résidence et selon leur mode principal d'éclairage

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principal mode d’éclairage du logement** | **Bujumbura Mairie** | **Autre urbain** | **Urbain** | **Rural** | **Total** |
| Electricité réseau | 73.8 | 42.4 | 60.5 | 2.6 | 9.1 |
| Electricité (générateur) | 0.2 | 1.7 | 0.8 | 0.2 | 0.3 |
| Lampe à pétrole | 2.2 | 0.6 | 1.5 | 1.6 | 1.6 |
| Lampe à pile/torche | 14.1 | 39.5 | 24.9 | 72.6 | 67.2 |
| Paraffine (bougie)/Bois/Planche | 1.5 | 2.2 | 1.8 | 7.8 | 7.1 |
| Plaque solaire | 4.9 | 11.8 | 7.8 | 11.9 | 11.4 |
| Lanterne solaire | 0.4 | 0.2 | 0.3 | 0.5 | 0.4 |
| Autre | 3.1 | 1.7 | 2.5 | 2.8 | 2.8 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : ISTEEBU : Enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages au Burundi (EICVMB, 2019-2020)

De plus la croissance démographique très soutenue depuis plusieurs décennies exerce une très forte pression sur les ressources naturelles occasionnant une dégradation environnementale visible par la diminution continue du couvert végétal et une forte diminution du niveau des cours d’eau. Ainsi, environ 98 % de la population burundaise, aussi bien urbaine que rurale, utilisent le bois et le charbon de bois comme source d’énergie surtout pour le chauffage et la cuisson des aliments ; ce qui accentue le déboisement estimé à 2% par an en 2013[[2]](#footnote-2).

Au Burundi[[3]](#footnote-3), la ressource bois est la principale source d’énergie. Le secteur forestier satisfait entre 95 et 98% des besoins énergétiques totaux du pays quand les produits pétroliers et l’électricité fournissent uniquement 4 % (Gihimbare et al. 2011 ; République du Burundi, 2018). Cette situation aboutit à la déforestation qui fragilise les sols qui deviennent vulnérables aux catastrophes naturelles comme les glissements de terrain et les inondations. La déforestation se traduit également par des impacts négatifs amplificateurs du changement climatique avec des répercussions sans précédent sur le bien-être humain.

La mise en œuvre du projet SERR vient en réponse à cette problématique car elle va permettre à diminuer la déforestation et à enclencher une dynamique économique dans des zones reculées en même temps qu’elle favorise un développement avec un minimum d’émission de gaz carbonique.

Par ailleurs la mise en œuvre du projet comporte des risques financiers élevés et difficiles à mitiger. Dès lors, le projet a prévu d’utiliser les subventions et d’autres incitations financières en faveur des opérateurs privés impliqués dans sa mise en œuvre.

Dans sa conception le projet voulait capitaliser les expériences du PNUD en matière d’exécution des projets énergétiques en zones rurale d’Afrique et dans la mise en œuvre impliquant plusieurs agences des Nations Unies selon le principe d’unité d’action des Nations Unies « One UN ». Ainsi le projet veut s’appuyer sur les résultats des approches **« champs écoles paysans (CEP)** et **les caisses de résilience** développées par la FAO dans la zone d’intervention afin de pérenniser les actions précédemment entreprise et d’innover grâce aux sources d’énergies propres.

Ce faisant, le projet a pour objectif d’impliquer le secteur privé dans le développement de l’électrification de sa zone d’intervention pauvre et reculée du pays grâce à la mise à sa disposition d’un certain nombre d’incitations financières et techniques.

Le Projet Services Energétique Ruraux pour la Résilience de la Population au Burundi - SERR, Umuco w’Iterambere, initiative conjointe du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO), a répondu à l’appel à manifestation d’Intérêt (Référence : BI/FED/040-082-EE-03bis) lancé par l’Union Européenne dans le cadre de sa mesure d’appui à la résilience des populations du Burundi, composante 3 : « Accès à l’énergie électrique ».

Les deux agences proposent de renforcer la résilience de la population des zones précises à travers la fournitures d’électricité aux infrastructures communautaires, aux micro et petites entreprises commerciales et productives, dans des villages éloignés du réseau électrique national d’électricité, à partir de l’installation des mini réseaux, le développement d’un réseau de vente des systèmes solaires autonomes, la vente de foyers améliorés, le développement d’un mécanisme d’appui aux entreprises de la filière bois-énergie, ainsi que le développement d’activités génératrices de revenus et de mécanismes financiers facilitant l’accès aux crédits et le paiement.

L’objectif général (impact) du projet est de contribuer au renforcement de la résilience des populations en milieu rural / périurbain. L’objectif spécifique (effets) est d’améliorer l'accès à un service énergétique de base moderne, efficient et durable pour les populations, les services sociaux essentiels et les activités économiques situées hors réseau (milieu rural reculé). Ces objectifs passeront par l’implication du secteur privé dans le développement de l’électrification de zones pauvres et reculées du pays grâce à la mise à disposition par le projet d’un certain nombre d’incitations financières et techniques.

Le projet SERR, objet de la présente revue à mi-parcours, compte 6 composantes :

1. Renforcement des capacités institutionnelles, opérationnelles et techniques des institutions publiques portant sur le cadre règlementaire et de l’investissement privé dans l’électrification rurale ;
2. Appui technique et financier à l’installation de 13 micros et mini-réseaux, avec cofinancement du secteur privé, pour la distribution d’électricité à des plateformes multifonctionnelles, établissements communautaires, et petites et moyennes entreprises ;
3. Provision de solutions d’électricité aux ménages isolés par la vente de Kits solaires respectant les normes de qualité du secteur ;
4. Développer d’ateliers de production de foyers améliorés et combustibles modernes ;
5. Développement des activités génératrices de revenus grâce à l’installation des Plateformes Multifonctionnelles et de Pompes solaires, au profit notamment des coopératives, groupements de femmes, de jeunes et des groupes vulnérables ; et,
6. Mise en place de mécanismes financiers permettant le partage de risque et l’accès aux produits financiers pour la population et le renforcement de l’inclusion financière et les capacités entrepreneuriales des acteurs économiques.

Initialement, le projet devait être mis en œuvre sur 13 sites ou villages mais 2 sites ont été cédés à la tutelle de l’ABER. Ainsi, sur base du profil des différents villages, il était envisagé au cours de l’action proposée, SERR, d’installer 11 mini réseaux pour une capacité totale de 263 kWc, 17 plateformes multifonctionnelles, 11 centres de services énergétiques ruraux, plusieurs formations aux AGR pour chaque village et population aux alentours et 11 comités de gestion pour gérer la collecte de paiements et la communication des opérateurs.

Les installations et les services devraient bénéficier directement à plus de 2 200 ménages et indirectement à environ 5 000 ménages supplémentaires (population visant autour des villages cibles) et viseront à couvrir une trentaine de points d’infrastructure à gestion communale. Les résultats chiffrés attendus pendant la durée du projet s’articulent comme suit :

**Infrastructures domestiques**

Tableau 2 : Résultats attendus du projet SERR

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Les méthodes de cuissons sont améliorées | Au minimum 7 000 ménages équipés et plusieurs réseaux de distribution et campagnes de sensibilisations pouvant atteindre 20 000 ménages | Fourneaux / foyers améliorés et systèmes biogaz |
| Accès à l’électricité à base du renouvelable | 4500 ménages équipés | Kits solaires et mini réseaux pour éclairage, réfrigération, radio et télécommunication |

**Mini projets gérés au niveau communal**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Infrastructure à gestion communale | 30 infrastructures de services de base + microcrédits pour les AGR | Eclairage, cuisson et branchements |

**Infrastructures de services de productions**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Agriculture : pompage solaire et irrigation goutte à goutte promue | 20 unités d’irrigation modernes | Systèmes d’irrigation mécanisés |
| Centres de services énergétiques | 13 centres de services énergétiques, avec un centre par village | Vente de systèmes solaires autonomes, batteries, matériels agricoles et d’autres activités économiques, réparation, maintenance |
| Plateformes Multifonctionnelles | 17 plateformes multifonctionnelles (PTFM) installées sur des mini-réseaux solaires | Force motrice, fraisage, décorticage, charge de batterie, pompe, réfrigération, fumage de poisson, etc. |
| Activité AGR | 300 unités économiques formées et équipées | Force motrice, réfrigération, éclairage, charge batterie, séchage de produits hors sols, cuisine modernes. |

Source : rapport annuel projet SERR, 2021

Le Projet ‘SERR - UMUCO W’ITERAMBERE’ est un projet financé conjointement par l’Union Européenne, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) à hauteur de 6.749.541,47 Euros et avec comme principal partenaire de mise en œuvre au niveau national, le Ministère de l’Hydraulique, de l’Energie et des Mines. Il est sous le régime de modalité nationale de mise en œuvre (DIM : Direct Implementation Modality).

# Etendue de l’évaluation et objectifs

La présente évaluation à mi-parcours du projet SERR couvre la période, depuis son lancement, allant d’octobre 2020 à juin 2022.

## Etendue de l’évaluation

L’évaluation a porté sur tous les aspects du projet durant sa mise en œuvre sur la période allant de son lancement (Octobre 2020) jusqu’à la revue à mi-parcours (Juin 2022). Il a été revu l’état de mise en œuvre des six composantes du projet. L’action de l’équipe de consultants a couvert l’ensemble des activités, produits et résultats du projet durant cette période au niveau de ses six composantes.

Dans le cadre de l’évaluation à mi-parcours du projet SERR, il a été visité les sites identifiés pour l’installation des mini-réseaux dans les provinces Kirundo, Karusi, Cankuzo et Rutana. Au cours de la deuxième année de son exécution, le Gouvernement a décidé de mettre les sites de Bibara et Gisimbawaga dans la commune de Mutumba en Province de Karusi, sur le réseau national d’électrification et le projet est resté avec 11 sites comme le montre le tableau suivant :

Tableau 3 : Zones d'intervention du projet

| **N°** | **Province** | **Commune** | **Colline** |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Kirundo | Busoni | Sigu -Mutembo |
| 2 | Karusi | Buhiga | Shanga |
| Kamahoro |
| 3 | Makamba | Vugizo | Rubanda |
| Gahandu |
| 4 | Rutana | Bukemba | Murama -Rugwe |
| Giharo | Nyembuye |
| 5 | Cankuzo | Cankuzo | Minyare |
|  | Kigamba | Humure |
|  |  | Shinge |
|  |  | Gitanga |

Source : rapport annuel projet SERR, 2021.

## Objectifs de l’évaluation

Selon les termes de référence, l’évaluation à mi-parcours du projet a pour objectifs de :

* Mesurer les performances du projet partant du cadre des résultats ;
* Identifier les facteurs internes et externes ayant affecté les performances du projet ; et,
* Faire des recommandations en s’alignant aux objectifs du Projet.

## Critères d’évaluation

L’évaluation à mi-parcours du projet a été menée conformément aux directives, règles et procédures établies par le PNUD comme l’indique les directives d’évaluation du PNUD. De ce fait, l’évaluation a été articulée autour des critères ci-après :

* **La pertinence :** conception du programme, cadre des résultats / cadre logique ;
* **L’efficacité :** analyse des progrès atteints pour atteindre les résultats ;
* **L’efficience**: mise en œuvre du programme et gestion adaptative ;
* **Durabilité :** risques financiers, socio-économiques, environnementaux pour la durabilité du programme, le cadre institutionnel et la gouvernance.

Par ailleurs d’autres critères transversaux ont été pris en compte, à savoir :

* **Genre, égalité et autonomisation des femmes :** impact des normes sociales et des structures de pouvoir sur la vie des différents groupes d’hommes et de femmes et sur les opportunités auxquelles ils et elles sont susceptibles d’accéder.
* **Analyse de la mise en œuvre et de suivi-évaluation du projet :** qualité de mise en œuvre par le PNUD et de l’agence d’exécution, conception à l’entrée et mise en œuvre du plan de suivi et évaluation ;
* **Financement et cofinancement du** **projet** : principaux aspects financiers du projet, notamment la part de cofinancement prévue et réalisée ;
* **Intégration** : la mesure dans laquelle le projet a été intégré avec succès dans les priorités du PNUD ;
* **Conclusions, recommandations et enseignements.**

En termes de recommandations (voir recommandations), l’équipe des consultants a émis des pistes à considérer pour assurer que le projet atteigne les résultats attendus, dans les délais et selon les moyens mis à la disposition de l’équipe du projet.

## Questions relatives à l’évaluation

Les questions d’évaluation ont été précisées dans les termes de référence. Elles sont assez claires et cohérentes et ont été étudiées par l’équipe de consultants. Elles sont nombreuses, mais les principales sont au nombre de 8 dont : critères transversaux.

1. Dans quelle mesure les interventions du projet ont permis de répondre aux produits attendus de la mise en œuvre du projet ?
2. Quel est le niveau d’atteinte des produits au regard des cibles initialement fixées ?
3. Les mécanismes de suivi actuellement en place permettent-ils de mesurer les progrès vers l’atteinte des résultats ? efficacité.
4. Dans quelle mesure les résultats obtenus sont-ils viables ?
5. Quel est le degré d’appropriation des activités et des stratégies utilisées par les partenaires de mise en œuvre ?
6. Quels sont les éléments existants d’appropriation nationale pouvant favoriser une appropriation à plus long terme des autorités nationales et de la communauté bénéficiaire ?
7. Quels sont les facteurs majeurs internes ou externes qui ont influé sur la mise en œuvre du projet ? Lesquels sont explicatifs des performances et lesquels des contreperformances ? durabilité
8. Dans quelle mesure les ressources du projet ont été utilisées façon efficiente ?

Parmi ces questions, la « 1 » couvre le critère de pertinence, la « 3 » le critère d’efficacité, la « 7 » le critère de durabilité et la « 8 » le critère d’efficience. Il a donc été répondu de façon précise à ces différentes questions, sans compter les questions relatives aux critères transversales.

# Approche et méthodes d'évaluation

L’approche utilisée visait principalement à remplir, professionnellement et dans les délais, l’objectif de la mission afin de livrer les produits attendus et ce en étroite collaboration avec le bureau pays du PNUD, la FAO, le Ministère de l’Hydraulique, de l’Energie et des Mines, l’équipe chargée du projet, ainsi que les principales parties prenantes clés engagées dans le projet.

L’équipe de consultant a adopté une approche participative et consultative avec une collaboration étroite avec les commanditaires de l’évaluation (Bureau Pays du PNUD), le personnel du Ministère de l’Hydraulique, de l’Energie et des Mines affecté au projet, l’équipe du projet, l’administration territoriale et locale sur les différents sites, et les autres principales parties prenantes notamment le Facilitateur et les fonctionnaires de la Délégation de l’Union Européenne en charge du projet.

La démarche utilisée s’est appuyée de ce fait sur les éléments des critères d’évaluation, ainsi que les modalités d’exécution consignées dans les Termes de Référence. Le guide des évaluations du PNUD a été l’outil de référence.

## Sources de données

Les sources d’information ont été entre autres :

* La revue documentaire comme entre autres :
  + Les deux documents du projet (pour PNUD et FAO) ;
  + L’Étude de base du projet ;
  + Le rapport d’évaluation de l’union européenne ;
  + Les différents rapports d’activités du projet ;
  + Le plan national de développement ;
  + L’UNDAF, le CPD, le plan stratégique du PNUD ; et,
  + Des PTA/PTBA, des rapports d'activités et de suivi, des accords, le rapport d’avancement et d’autres documents relatifs au projet et téléchargés par l’équipe de consultants.

La revue documentaire a permis de finaliser l'élaboration des outils de collecte des informations. Ces différents documents ont permis aussi de mieux traiter le critère de pertinence et de justifier l’alignement du projet avec les politiques et stratégie en vigueur.

* Les partenaires et parties prenantes du projet ; et,
* Les informations recueillies à travers les entretiens au niveau national et sur le terrain.

Pour ces deux dernières catégories, voir en annexe la liste des personnes rencontrées.

## Procédures et instruments de collecte de données

Les données à collecter et la méthode à suivre à cet effet ont été déterminées par : (i) les éléments nécessaires pour répondre aux questions de l’évaluation ; (ii) l’analyse utilisée pour traduire ces données en conclusions significatives pour répondre aux questions de l’évaluation.

La collecte des données s’est focalisée sur : (i) le système de suivi d’évaluation (indicateurs de performance), (ii) les rapports et documents existant (informations descriptives sur le produit), (iii) les entretiens avec les informateurs clés au niveau central et sur terrain. Il est à noter que les questionnaires d’enquête n’ont pas été utilisés faute d’activités physiques visibles sur terrain à ce stade de mise en œuvre du projet. Aussi, seuls les guides d’entretien pour les interviews ont-ils été utilisés comme outils de collecte des données sur terrain.

La collecte des données a été organisée de façon à fournir au mieux des informations crédibles, fiables et utiles.

La collecte des données a été faite de la façon ci-après :

* Des interviews semi structurées avec : les représentants des parties prenantes (partenaires nationaux, partenaires de mise en œuvre, donateurs, bénéficiaires locaux) assortis de deux types de questionnaires (voir annexe) ;
* Des interviews avec les principaux informateurs (la coordination nationale du projet) ;
* Les visites de terrain dans certaines zones d’intervention du projet et entretien avec les bénéficiaires directs.

## Normes de performance

Même si le dispositif industriel du Burundi est démuni de structure dédiée aux normes et label pour sécuriser les équipements et technologies d’Energies renouvelable, le projet a pris les précautions nécessaires pour s’aligner au niveau des bonnes pratiques. Ainsi la mise aux normes des équipements du projet s’est référencée sur l’expérience ougandaise (foyers améliorés) et allemande (mini-réseaux).

De ce point de vue une garantie de performance a été donnée á la fois aux consommateurs/bénéficiaires et aux opérateurs économiques dans un souci de développer un marché d’équipements d’énergies renouvelables. C’est là un défi que le Burundi doit relever au regard des objectifs du PND, de la politique énergétique et de l’’émergence de projets d’envergure comme SERR et Soleil.

Dans cette optique, les futurs programmes devraient poursuivre le renforcement des capacités sur les normes de l’EAC sur la standardisation des équipements solaires et autres systèmes d’énergie renouvelables à travers le BBN et les autres services étatiques concernés (Services des Douanes, du Ministère de l’Energie, ABER, AREEN).

## Participation de la partie prenante

L’approche participative adoptée pour ce travail a permis de toucher les principales parties prenantes et l’administration représentant les bénéficiaires.

Cela a permis de répondre aux questions essentielles de l’évaluation telles que définies au niveau des critères.

## Considérations éthiques

L’évaluation a été réalisée conformément aux directives pour l’éthique en matière d’évaluation des directives de l’évaluation des Nations Unies. La collecte de données primaires pour l'évaluation a été réalisée par l'équipe de consultants au moyen d'entretiens face à face avec des parties prenantes sélectionnées conformément au programme de travail.

La participation à l'évaluation était volontaire et les participants ont été informés des objectifs de l'évaluation, de la confidentialité et de l'utilisation des données. Les répondants ont émis un consentement oral éclairé avant le début des entretiens. Toutes les informations reçues lors des entretiens étaient anonymes et ne pouvaient donc pas être attribuées à une personne spécifique.

## Principales limitations de la méthodologie

Globalement l’évaluation a pu être menée à bien malgré la difficulté d’avoir des données chiffrées consolidées au niveau du suivi-évaluation par rapport au niveau de réalisation des indicateurs des produits attendus à mi-parcours. Cette difficulté a pu être surmontée grâce aux documents comme le rapport sur la situation de référence, le rapport annuel d’activités 2021 et ceux des 2 premiers trimestres 2022 mis à la disposition des consultants et aux données collectées auprès de des responsables de composantes et du responsable a.i. du projet durant la période de leur mission.

# Analyse des données

Conformément aux TDRs les données recueillies à partir des entretiens avec les personnes ressources et des informations issues des visites de terrain, devraient permettre au consultant d’avoir une opinion sur l’état d’avancement du projet ’’SERR -UMUCO W’ITERAMBERE’’. Cette opinion en termes d’état d’avancement aux plans technique et financier respecte la méthodologie annoncée dans le Rapport Initial et cadre avec l’approche PNUD.

Ainsi, le rapport d’évaluation à mi-parcours, est fait sur la base de l’analyse des données issues de la collecte des données en donnant des réponses aux questions fondamentales de l’évaluation (Les critères d’évaluation). Tout en répondant aux questions fondamentales de l’évaluation, l’équipe de consultants a veillé à faire ressortir par **extrant du projet**, les conclusions et recommandations, les leçons tirées avec chaque fois une sous-section **transversale sur le genre**.  Ces critères ont fait l’objet d’une notation, selon l’échelle ci-dessous :

Tableau 4 : Echelle d'évaluation de l'efficience

| **Notation** | **Caractéristiques ou description** | **Mesures correctives** |
| --- | --- | --- |
| Très satisfaisant (HS) | La mise en œuvre des six composantes – les dispositions relatives à la gestion, planification des activités, financement et cofinancement, systèmes de suivi et d’évaluation au niveau du projet, participation des parties prenantes, communication des données et communication – ont permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. Le projet peut être un exemple de « bonnes pratiques ». | Aucune |
| Satisfaisant (S) | La mise en œuvre de la plupart des six composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, à l’exception de quelques composantes qui ont fait l’objet de mesures correctives. | Les actions de préparation du projet en termes de formation, communication/sensibilisation et études des filières de résilience ont été globalement satisfaisantes. Ces actions méritent d’être complétées par un planning précis d’implantation des infrastructures énergétiques |
| Assez satisfaisant (MS) | La mise en œuvre de certaines des six composantes a permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais certaines composantes méritaient des mesures correctives. | Mise en place d’un planning précis d’implantation des infrastructures énergétiques en insistant sur les actions de service après-vente des équipements et sur les mécanismes financiers á mettre en place |
| Assez insatisfaisant (MU) | La mise en œuvre de certaines des six composantes a permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais la plupart des composantes méritaient des mesures correctives. | Optimiser le chemin critique du projet en compressant les délais et mettre en place un plan d’appropriation du projet par les différents acteurs |
| Insatisfaisant (U) | La mise en œuvre de la plupart des six composantes n’a pas permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. | Idem |
| Très insatisfaisant (HU) | La mise en œuvre d’aucune des six composantes n’a pas permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. | Néant |

Source : Consultants

NB : Cette notation peut être également utilisée pour chaque composante ou pour chaque produit du cadre des résultats

## Pertinence du projet et des résultats (Stratégie du projet)

### Pertinence du projet par rapport aux politiques et stratégies nationales et internationales

Le document de projet SERR a été élaboré en phase avec les politiques et stratégies nationales en matière d’accès à l’énergie notamment :

* le Plan National de Développement du Burundi (PND 2018-2027) à travers les piliers 2 : Accroissement de la production énergétique, 4: Le développement du secteur des ressources naturelles et 6: La création d’un environnement favorable à l’industrialisation ainsi que ses objectifs spécifiques dans le secteur énergie; OS 1: Exploiter rationnellement les potentiels hydroélectrique, solaire, la tourbe, déchets municipaux et les ressources géothermiques OS2: Améliorer la filière biomasse (bois-énergie, charbon de bois, tourbe, déchets municipaux) tout en sauvegardant l’environnement OS3 : Promouvoir des énergies renouvelables et alternatives et OS 4 : Améliorer les capacités de gestion du secteur de l’Energie ;
* Le PNIA 2016-2020 à travers ses programmes P1 : Intensification durable des productions, amélioration de la nutrition et protection du patrimoine foncier, P2 : Développement de la transformation et de la commercialisation des productions et P3. Développement des capacités des acteurs privés et publics du secteur agricole.

Il a également été élaboré en phase avec :

* Le document de programme pays (CPD, 2019-2023) du PNUD à travers sa Priorité 3: Gestion écologiquement durable, changements climatiques et aménagement du territoire et le Produit 3.2**:** Des solutions sont adoptées pour améliorer l’accès à des sources d’énergie propres, abordables et durables, en particulier pour les femmes et les personnes déplacées
* Les objectifs stratégiques de la FAO : SO3 : Réduire la pauvreté rurale et SO5 : Améliorer la résilience des moyens d’existence face à des menaces ou en situation de crise et le cadre de de programmation pays de la FAO à travers les programmes P2 : Gestion durable des ressources naturelles et renforcement de la résilience face aux changements climatiques et P3 : Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles.

Le projet SERR s’inscrit également dans la politique de l’Union Européenne dans le cadre de son appui à la résilience des populations du Burundi à travers sa composante 3 « accès à l’énergie électrique ».

Le défi que le projet veut relever est de sortir une population d’environ 115 000 personnes de la pauvreté avec des Technologies Energies Renouvelables (TER), donc sobres en carbone et de contribuer à l’atteinte des ODD tout en constituant un modèle de résilience dans le contexte d’un pays comme le Burundi.

D’ailleurs le projet répond parfaitement à neuf (9) ODD sur 17 : pas de pauvreté, zéro faim, bonne santé et bien-être, éducation de qualité, eau propre et assainissement, énergie propre et d’un coût abordable, travail décent et croissance économique, mesures relatives à la lutte contre le changement climatique et inégalité réduite avec la prise en compte de la cible féminine.

### Pertinence du projet par rapport aux besoins des populations, aux activités et résultats prévus par le cadre logique du projet

Le PRODOC du projet montre que celui-ci a été conçu dans le but de résoudre concomitamment, surtout en milieu rural burundais les problèmes de sécurité alimentaire, d’utilisation efficace du bois-énergie et d’accès à l’électricité par le développement de services énergétiques de base (éclairage des ménages et des infrastructures communautaires, force motrice pour les Activités Génératrices de Revenus) donc un véritable programme de résilience.

Selon les différents entretiens menés avec les cadres du Ministère en charge de l’énergie, les différents autres partenaires du projet, les administratifs aux différents échelons, le projet SERR est très pertinent car, il répond à des besoins réels et pressants de la population. Il constitue une opportunité majeure d’auto développement de la population à travers les AGRs et, grâce aux foyers améliorés et bois-énergie, d’un allégement de la pénibilité des travaux ménagers des femmes et des enfants liés à la recherche du bois de cuisson.

L’irrigation projetée grâce aux motopompes solaires va constituer une nouvelle opportunité d’augmenter la production agricole. Les foyers améliorés participent également à la protection de l’environnement et contribuent ainsi à la mise en œuvre du programme du gouvernement en la matière, à travers le projet de reboisement national « Ewe Burundi Urambaye ». Les foyers améliorés constitueraient même une innovation pour la province Kirundo selon l’autorité provinciale.

### Pertinence du projet par rapport aux modalités institutionnelles et aux délais de mise œuvre

La mise en œuvre en consortium par 2 organismes onusiens (PNUD et FAO) avec un si riche background est porteuse de synergies bénéfiques. Le comité technique de suivi, la facilitation et les groupes thématiques sont autant d’arrangements institutionnels pertinents susceptibles même d’être répliqués dans de futurs projets.

Le document du projet SERR a été élaboré en capitalisant l’expérience du PNUD et de la FAO dans des projets similaires en Afrique en termes d’accès á l’énergie, de préservation de l’environnement et de sécurité alimentaire. Cependant, la période prévue de mise œuvre (3 ans) semble trop courte eu égard à l’envergure, la complexité et la relative nouveauté des activités.

### Pertinence du projet par rapport à l’égalité des sexes et du genre.

L’égalité de sexe se traduit par l’allégement de la pénibilité des travaux ménagers des femmes et des enfants liés et la facilité dans la promotion des AGRs. Ceci se traduit par exemple par :

* L’utilisation des foyers plus efficaces réduisant la quantité du bois utilisés, sachant que la recherche du bois de cuisson est une activité de routine réservée aux femmes et aux enfants ;
* La transformation mécanisée des produits alimentaires par les plateformes multifonctionnelles (meunier, extraction de l’huile), activités souvent pratiquées par les femmes ; et,
* L’opportunité de favoriser la création des AGR souvent pratiquées par les femmes et surtout la facilité à l’accès au financement.

En considération des atouts développés ci-dessus et des résultats attendus en termes d’infrastructures, d’outils pour la fourniture d’énergie électrique et/ou la cuisson propre, de services énergétiques de base et d’Activités Génératrices de Revenus (AGR), on peut dire que le projet ’’SERR -UMUCO W’ITERAMBERE’’ est très **pertinent.**

La notation du critère de pertinenceest**: « très satisfaisant »** d’autant plus que le projet répond aux besoins du Ministère en charge de l’énergie et des communautés des 11 villages ciblés en matière d’opportunités économiques et sociales.

### Commentaire général sur la pertinence du projet

Dès sa conception le projet SERR s’inscrit dans la ligne des politiques et stratégies nationales du PNUD, de la FAO, des ODD et de l’Union Européenne surtout en ce qui concerne la résilience des populations.

Dans sa mise en œuvre, il répond aux besoins du Ministère en charge de l’énergie et des communautés des 11 villages ciblés en matière d’opportunités économiques et sociales et s’aligne au cadre des résultats du document de projet.

## Progrès vers la réalisation des résultats (Efficacité)

Il faudra, pour mesurer l’efficacité, établir le rapport entre les prévisions et les réalisations. Un programme ou un projet considéré sera d’autant plus efficace que les réalisations égalent ou dépassent les prévisions. Il sera question ici de passer en revue les indicateurs du cadre logique à la lumière des progrès accomplis vers la réalisation des cibles de mi-parcours du projet. L’efficacité, dans le cas présent, se mesurera à partir des données de l’évaluation ex ante, ou à priori, et à partir les données de terrain, au moment « t » de l’évaluation à mi-parcours.

Pour procéder à l’analyse des progrès vers les réalisations, l’équipe chargée de l’examen a rempli les tableau 1 et 2 ci-dessous pour présenter une synthèse des progrès vers la réalisation des cibles de mi-parcours du projet, pour chaque résultat du projet et pour chaque activité prévue pour chaque composante.

Ces deux tableaux concernent les 6 composantes et donc les réalisations sur terrain. Ce qui concerne la coordination, la gestion, la communication et le suivi -évaluation sont traités à part.

Ci-dessous l’échelle qui a été utilisé pour la notation du niveau de réalisation des activités prévues par composante.

Tableau 5 : Echelle d'évaluation des progrès vers la réalisation des résultats

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Notation** | **Caractéristiques ou description** | **Mesures correctives** |
| Très satisfaisant (HS) | La mise en œuvre des six composantes – les dispositions relatives à la gestion, planification des activités, financement et cofinancement, systèmes de suivi et d’évaluation au niveau du projet, participation des parties prenantes, communication des données et communication – ont permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. Le projet peut être un exemple de « bonnes pratiques ». | Aucune |
| Satisfaisant (S) | La mise en œuvre de la plupart des six composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, à l’exception de quelques composantes qui ont fait l’objet de mesures correctives. | Les actions de préparation du projet en termes de formation, communication/sensibilisation et études des filières de résilience ont été globalement satisfaisantes. Ces actions méritent d’être complétées par un planning précis d’implantation des infrastructures énergétiques |
| Assez satisfaisant (MS) | La mise en œuvre de certaines des six composantes a permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais certaines composantes méritaient des mesures correctives. | Mise en place d’un planning précis d’implantation des infrastructures énergétiques en insistant sur les actions de service après-vente des équipements et sur les mécanismes financiers á mettre en place |
| Assez insatisfaisant (MU) | La mise en œuvre de certaines des six composantes a permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais la plupart des composantes méritaient des mesures correctives. | Optimiser le chemin critique du projet en compressant les délais et mettre en place un plan d’appropriation du projet par les différents acteurs |
| Insatisfaisant (U) | La mise en œuvre de la plupart des six composantes n’a pas permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. | Idem |
| Très insatisfaisant (HU) | La mise en œuvre d’aucune des six composantes n’a pas permis la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. | Néant |

Source : Consultants

Grille d’évaluation des indicateurs

Vert = réalisé Jaune = en voie de réalisation Rouge = non réalisé

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |

Tableau 6 : Matrice des progrès vers la réalisation des résultats (Réalisations obtenues à la lumière des cibles de mi-parcours du projet)

| **Résultats** | **Indicateur** | **Cible à mi-parcours** | **Niveau de référence** | **Niveau de réalisation à** mi-parcours | **Taux de réalisation%** | **Commentaires sur l’évaluation mi-parcours** | **Notation** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Composante 1.** Renforcement des capacités institutionnelles, opérationnelles et techniques des institutions publiques portant sur le cadre règlementaire et de l’investissement privé dans l’électrification rurale | | | | | | | |
| **Produit 1.**  Les instruments politiques, règlementaires, législatifs et financiers pour les mini-réseaux isolés à base d’énergies renouvelables destinés à l’électrification rurale sont validés dans le cadre du projet | * Une cellule de coordination interministérielle pour l’électrification rurale | 1 | 0 | 0 | 0 |  |  |
| * 1 atelier de consultation pour la mise en place d’une feuille de route pour l’assistance technique | 1 | 0 | 1 | 100 |  |  |
| * 1 cellule interministérielle sur la planification de l’électrification rurale | 1 | 0 | 0 | 0 |  |  |
| * Une étude tarifaire menée conjointement avec le Ministère en charge de l’Energie incluant une enquête sur la capacité et la volonté de payer dans les zones ciblées et un échange d’expérience | 1 | 0 | 1/2 | 50 | Etude en cours. Une autre étude prévue par la Banque mondiale devrait permettre de consolider la question tarifaire. |  |
| * Un Diagnostic institutionnel | 1 | 0 | 1 | 100 |  |  |
| * 1 diagnostic des standards et normes existantes dans le secteur de l’énergie | 1 | 0 | 1 | 100 | Le Burundi dispose d’une faible expérience en matière de normalisation qu’il conviendrait de corriger |  |
| * 1 rapport d’adoption par les autorités burundaises des instruments politiques, réglementaires, législatifs et financiers, rationalisés et simplifiés, pour les mini-réseaux isolés à base d'énergies renouvelables destinés à l'électrification rurale | 1 | 0 | 0 | 0 | A intégrer dans le cadre d’une Politique énergétique ou d’’une Lettre de Politique de Développement du Secteur de l’Energie (LPDSE |  |
| * 2 ateliers de partage des résultats des analyses et de renforcement des capacités | 2 | 0 | 2 | 100 |  |  |
| * 1 atelier de trois jours sur le modèle tarifaire recommandée dans l’étude résultant de l’activité | 1 | 0 | 0 | 0 | A faire en synergie avec le projet Soleil de la BM |  |
| * 1 atelier de deux jours sur les réformes institutionnelles et révisions réglementaires | 1 | 0 | 0 | 0 | A intégrer éventuellement dans la LPDSE |  |
| * Nombre des parties prenantes du secteur privé, dans les villages cibles et dans les départements publics (tel que le Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la Qualité ainsi que celui de la douane pour (i) la vente de systèmes autonomes d’énergie solaire (ii) la mise en place de mini-réseaux isolés basés sur les énergies renouvelables pour l’électrification rurale | 13 | 0 | 13 | 100 | A continuer dans le cadre de la constitution d’une base de données |  |
| * 1 atelier de trois jours sur la standardisation des équipements solaires et autres systèmes d’énergie renouvelables en vigueur au Burundi (25 cadres en charge des opérations du BBN, des services des Douanes, du Ministère de l’Energie, de l’ABER, de l’AREEN formés) | 1 | 0 | 1 | 100 | A organiser périodiquement |  |
| * Rapport d’atelier de Renforcement des capacités de 25 cadres de 3 jours des principales parties prenantes (Ministère en charge de l’Energie et du Développement économique, Ministère en charge de la Planification économique, l’AREEN et l’ABER sur la planification de l’électrification rurale, la tarification de l’électricité en zone rurale et la négociation de contrats PPP avec les opérateurs privés de mini-réseaux (atelier à organiser la première année du projet) | 1 | 0 | 1 | 100 | A faire périodiquement |  |
| * Nombre des rapports d’assistance technique continue indiquant le nombre des structures assistées | 1 | 0 | 0 | 0 | - |  |
| * Un rapport d’évaluation des besoins en formation techniques et commerciale ; | 1 | 0 | 0 | 0 | - |  |
| * 1 Rapport d’atelier de formation de 50 techniciens de 2 jours qui assureraient la construction, l’exploitation et la maintenance de haute qualités des systèmes et des équipements auxiliaires. | 1 | 0 | 1 | 100 | A faire périodiquement dans l’optique de préserver la durabilité |  |
| * Un document de stratégie nationale pour la gestion des déchets énergétiques notamment batteries et panneaux solaires | 1 | 0 | 0 | 0 | A faire impérativement |  |
| * 1 rapport sur l’atelier de formation de 15 représentants des 5 principales autorités de 2 jours sur la stratégie. | 1 | 0 | 0 | 0 |  |  |
| * Un Plan de communication sur la composante 1 et l’atteinte de ses résultats | 1 | 0 | 1 | 100 |  |  |
|  | * Nombre des rapports annuels sur les avancées préparés et communiqués aux parties prenantes. | 2 | 0 | 1 | 50 | Les rapports d’activités sont élaborés á temps |  |
| **Sous total : 20** | |  |  |  | **1000/20=50** |  | **S** |
| Composante 2. Appui technique et financier à l’installation de 13 micros et mini-réseaux avec cofinancement du secteur privé pour la distribution d’électricité et des plateformes multifonctionnelles, établissements communautaires et petites et moyennes entreprises | | | | | | | |
| **Produit 2.**  13 Mini-réseaux sont installés pour alimenter des plateformes multifonctionnelles et services de base dans les 13 villages | * Rapport de 5 consultations provinciales et d’enquêtes énergétiques | 1 | 0 | 1 | 100 | **-** |  |
| * Rapport d’évaluation d’appel d’offre pour l’identification de prestataires de services | 1 | 0 | 1 | 100 | **-** |  |
| * Rapport d’appui technique pour l’élaboration et la conduite des appels d’offre pour la sélection des entreprises privées chargées de l’installation et de la mise en services des systèmes ainsi que l’exploitation à long terme. | 1 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Rapport d’atelier de consultation de responsables communautaires et des chefs de village ; le nombre des comités villageoises identifiés | 1 | 0 | 0 | 0 | A intégrer dans la base de données |  |
| * Rapport de campagne de sensibilisation des populations villageoises | 3 | 0 | 0 | 0 | A faire |  |
| * Une étude d’impact environnemental et social (EIES) | 1 | 0 | 1 | 100 | **-** |  |
| * Un plan de communication sur la composante 2 et | 1 | 0 | 1 | 100 | **-** |  |
| * 2 rapports annuels sur les avancées | 2 | 0 | 1 | 50 | Faire les rapports á temps |  |
| * Nombre de mini-réseaux solaires installés | 4 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % de Ménages des zones ciblées ayant accès à l'électricité solaire | 28,18% | 13,18% | 0% | 0 | **-** |  |
| * % de ménages ayant accès aux services des plateformes multifonctionnelles, selon le genre du CM | 1% | 0% | 0% | 0 | **-** |  |
| * % des ménages ayant adopté les foyers améliorés selon le genre du CM | 75% | 13.99% | 0% | 0 | **-** |  |
| * % des chefs de ménages des zones ciblées ayant un emploi grâce aux centres de services énergétiques déployés selon le genre du CM | 0.25% | 0% | 0% | 0 | **-** |  |
| * % des actifs des ménages des zones ciblées ayant un emploi grâce aux ateliers de fabrication des foyers améliorés selon le genre des actifs | 0.25% | 0% | 0% | 0 |  |  |
| * Nombre de services de base électrifiés (à désagréger par typologie) | 26 (6 Ecoles, 13 Centres de santé, 3 Bureaux de collines, 2 Eglises, 1 Autres *confessions religieuses)* | 9 (0 Ecoles, 9 Centres de santé, 0 Bureaux de collines, 0 Eglises) | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre d’écoles de base électrifiées | 10 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de centres de santé de base électrifiés | 13 | 9 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de Bureaux à la Colline électrifiés | 8 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre d’églises électrifiés et autres confessions religieuses électrifiées | 16 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| **Sous total 2 : 19** | |  |  |  | **450/19= 23.86** |  | **U** |
| **Composante 3.** Provision de solutions d’électricités aux ménages isolés à travers la vente de Kit solaires respectant les normes de qualité du secteur | | | | | | | |
| **Produit 3.1.**  4500 kits d’énergie solaire photovoltaïque autonomes sont vendus et utilisés de manière durable pour alimenter des ménages des 13 villages voisins | * Nombre de kits solaires vendus dans les zones cibles et villages alentours | 2000 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de ménages ayant reçu de subventions pour l’achat de kits solaires à travers les centres de distribution, selon le genre du CM | 2900 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % des ménages ayant trouvé les choix technologiques adaptés à leurs besoins et leur pouvoir d’achat, selon le genre du CM | 0 .5% | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % des ménages ayant accès aux solutions financières selon le genre du CM | 0.5% | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| **Produit 3.2.**  13 centres de services énergétiques pour la distribution de kits solaires et autres systèmes d’énergie renouvelables sont mis à la disposition de la population dans les zones ciblées | * 5 études de marché, 1 par province (modèles de financement des kits solaires pour les populations les plus pauvres. | 5 | 0 | 5 | 100 | **-** |  |
| * Rapport d’appel d’offre pour le subventionnement de 13 Centres de Services Energétiques | 1 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * 26 (2x13) bâtiments communautaires équipés en panneaux solaires d’une capacité d’1 kW | 0 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de centre de services énergétiques installés | 4 | 0 | 0 | 0 | - |  |
| * Un plan de communication sur la composante 3 | 1 | 0 | 1 | 100 | **-** |  |
|  | * 2 rapports annuels sur les avancées | 2 | 0 | 1 | 50 | **-** |  |
| **Sous total 3 : 10** | |  |  |  | **250/10=25** |  | **U** |
| **Composante 4.** Création d’atelier de foyers améliorés et de combustibles verts (briquettes) et renforcement des entreprises intervenant dans la chaîne du bois-énergie | | | | | | | |
| **Produit 4**  Les foyers améliorés sont vulgarisés et adoptés par près de 20 000 ménages et la fabrication de foyers améliorés et briquettes permet la création d’emplois durables et la sauvegarde des ressources forestières | * 13 réunions d’information et de sensibilisation menées dans les 13 villages ; nombre des privés et des communautés villageoises contactés et sensibilisés sur l’installation des ateliers pour la production des foyers améliorés et des briquettes ; | 26 | 0 | 26 | 100 | 26 réunions sur 52 planifiées |  |
| * Rapport de renforcement des capacités techniques et organisationnelles des jeunes diplômés sans emplois | 1 | 0 | 1 | 100 | A faire périodiquement |  |
| * Rapport d’appel à concurrence pour choisir les investisseurs domestiques. | 1 | 0 | 0 | 0 | DAO en approbation |  |
| * Une étude de faisabilité répartie en 4 rapports (rapport de formation des formateurs, diagnostic, marketing, études de faisabilité techno-économique pour la production des Foyers améliorés et des briquettes) ; nombre de fours traditionnels améliorés vulgarisés ; rapport de renforcement technique des charbonniers et des services techniques d’encadrement | 1 | 0 | 0 | 0 | Programmé en septembre 2022 |  |
| * Nombre d’outils de sensibilisation produits et diffusés | 4 | 0 | 5 | 125 | (T-shirts 120, parapluies 52, sacs 90, sketchs radiophoniques 6 dans 5 radios du Burundi, banderoles 52) |  |
| * Médiatisation de l’importance de l’usage des foyers améliorés | 1 | 0 | 3 | 300 | (Sketchs radiophoniques 6 dans 5 radios du Burundi) |  |
| * % des ménages ayant adopté les foyers améliorés dans les provinces des zones cibles, selon le genre du CM | Total CM : 45% | Total CM : 13,99% | 0 | 0 | A poursuivre |  |
| * Nombre d’ateliers de fabrication de foyer améliorés installés pour les zones cibles | 3 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % des CM formés à la fabrication des foyers améliorés dans les villages cibles | Total CM : 10% | Total CM : 8,68% | 0 | 0 | **-** |  |
| * Réseau de distribution de foyers améliorés en place pour la zone cible | 4 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de villages exposés à des campagnes de vulgarisation de foyers améliorés | 13 | 13 | 13 | 100 | A continuer |  |
| * % des ménages exposés à des campagnes de vulgarisation de foyers améliorés dans les villages cibles, selon le genre du CM | Total CM : 14% | Total CM : 10,93% | Total CM : 14% | 100 | A continuer |  |
| * % des CM employés par la filière de production des foyers améliorés, selon le genre | Total CM : 1,5% | Total CM : 1,13% | Total CM : 0% | 0 | A compléter |  |
| * % des actifs employés par la campagne de vulgarisation des foyers améliorés dans les zones cibles, selon le genre | Total Actifs : 13% | Total Actifs : 10,93% | Total Actifs : 0% | 0 | A compléter |  |
| * Un plan de communication sur la composante 4 | 1 | 0 | 1 | 100 | A poursuivre |  |
|  | Rapports annuels sur les avancées | 2 | 0 | 1 | 50 |  |  |
| **Sous – total 4 : 16** | |  |  |  | **975/16=60.94** |  | **S** |
| **Composante 5.** Développement des filières et des métiers générateurs de revenus grâce à l’installation des plateformes multifonctionnelles et de pompes solaires au profit notamment des coopératives, groupements de femmes, de jeunes et de groupes vulnérables | | | | | | | |
| **Produit 5.1.**  17plateformes multifonctionnelles et de pompes solaires sont vendues et utilisées de manière durable pour alimenter des utilisateurs des villages cibles et alentours. | * 17 plateformes multifonctionnelles et de pompes solaires vendus et utilisées de manière durable pour alimenter des utilisateurs des villages cibles et alentours. ; | 10 | 0 | 0 | 0 | Processus de contractualisation en cours pour la fourniture et l’installation des équipements des plateformes multifonctionnelles |  |
| * Rapport d’appel d’offres pour l’identification d’un partenaire de la société civile pouvant faciliter le dialogue avec les groupements paysans dans les villages ciblés par l’action ; | 1 | 1 | 0 | 0 | Après la mise en place des plateformes |  |
| * 3x13 = 39 séances de sensibilisation sur la stratégie d’installation des plateformes ; études de faisabilité participatives | 39 | 0 | 0 | 0 | Après la mise en place des plateformes |  |
| * 13 comités de gestion villageois pour assurer l’exploitation de la plateforme | 13 | 0 | 0 | 0 | Ces comités seront mis en place en marge des ateliers de sensibilisation |  |
| * Rapport des consultations avec 13 groupements de femmes et de jeunes et de groupes vulnérables ; Modèle économique de soutien aux métiers et filières génératrices de revenus au profit des coopératives, groupements de femmes, de jeunes et de groupes vulnérables | 13 | 0 | 0 | 0 | Développement du modèle économique en cours |  |
| * Rapport de sélection des métiers et filières susceptibles de bénéficier du soutien technique et financiers du projet. | 2 | 0 | 2 | 100 | Rapports pertinents contenant une niche d’information sur la résilience |  |
| * Acquisition et installation des motopompes solaires | 13 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de plateformes multifonctionnelles installées | 10 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % des CM bénéficiant des services des plateformes multifonctionnelles, selon le genre | Total CM : 0,5% | Total CM : 0% | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de Comités de gestion des activités dans les communes et villages concernés | 9 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % des CM utilisant les Plateformes Multifonctionnelles pour leurs AGR, selon le genre | Total CM : 0,5% | Total CM : 0% | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de villages dans lesquels l’éclairage des bâtiments publics communaux et sociaux sont assurés par les centres de mini réseaux | 4 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de villages dans lesquels les solutions financières ont été déployées | 4 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Un plan de communication sur la composante 5 | 1 | 0 | 1 | 100 | **-** |  |
|  | * 2 rapports annuels sur les avancées | 2 | 0 | 1 | 50 | **-** |  |
| **Produit 5.2.**  300 groupements de producteurs, coopératives et individus producteurs (y compris des jeunes et des groupes vulnérables) sont appuyés et mis en condition d’exercer de manière durable et rentable des activités économiques génératrices de revenus | * Nombre d’activités génératrices de revenus développées basées sur l’installation de Plateformes Multifonctionnelles (à désagréger par typologie) | 3 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % des actifs ayant développé des AGR basées sur l’installation de plateformes multifonctionnelles selon le genre de l’actif et la typologie des AGR | Total Actifs : 0,5% | Total Actifs : 0% | 0 | 0 | **-** |  |
| * % des actifs formés à des filières et des métiers dans le cadre de l’action (à désagréger par genre) | Total Actifs : 0,25% | Total Actifs : 0% | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de coopératives, groupements de femmes et de jeunes bénéficiant de services énergétiques | 0 | 100 | 0 | 0 | **-** |  |
| * % de CM membres de coopératives, groupements de jeunes et de groupements de femmes selon le genre bénéficiant de services énergétiques | Total CM : 0,5% | Total CM : 0% | 0 | 0 | **-** |  |
| * % de CM membres d’association villageoise d’épargne et de crédit créées selon le genre | Total CM : 60% | Total CM : 59,16% | 0 | **0** | **-** |  |
| **Sous – total 5 : 21** | |  |  |  | **250/21= 10.9** |  | **HU** |
| **Composante 6.** Mise en place de mécanismes financiers permettant le partage de risque et d’accès aux produits financiers pour la population et le renforcement de l’inclusion financière et les capacités entrepreneuriales des acteurs économiques | | | | | | | |
| **Produit 6.** Mécanismes financiers définis et mis en œuvre permettant le partage des risques et d’accès aux produits financiers pour la population et le renforcement de l’inclusion financière et les capacités entrepreneuriales des acteurs économiques | * Fonds d’intéressement pour l’installation de mini-réseaux et la vente de kits solaires | 0 | 1 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre des centres de services énergétiques subventionnés | 11 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Modèle de paiement digital (Pay-as-you-go) en partenariat avec des banques | 6 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de systèmes de paiement Pay-As-You-Go configuré et mis en opération | 0 | 2 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre d’investisseurs des centres énergétiques ruraux dans les villages ciblés bénéficiant d’un appui financier de l’action | 4 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre d’investisseurs et opérateurs de mini-réseaux bénéficiant de l’appui financier du projet | 11 | 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Nombre de personnes bénéficiant de produits financiers adaptés à leurs revenus pour l’acquisition de kits solaires, selon le genre du CM | Total CM : 2500 | Total CM : 0 | 0 | 0 | **-** |  |
| * Un plan de communication sur la composante 6 | 1 | 0 | 1 | 100 | **-** |  |
|  | * 2 rapports annuels sur les avancées | 2 | 0 | 1 | 50 | **-** |  |
| **Sous – total 6 : 9** | |  |  |  | **150/9=16.67** |  | **HU** |
| **Grand total : 6** |  |  |  |  | **187.37/6=31.23** |  |  |

Source : Données recueillies auprès du projet SERR

Le taux de 31.23% a été trouvé en divisant la somme des taux moyens de réalisation des indicateurs par composante par le nombre de composantes. Ce taux montre que le projet connait encore un très faible taux d’exécution. La notation attribuée au critère d’efficacité est : « **insatisfaisant ».**

Du point de vue de l’analyse, aux plans quantitatif et qualitatif, la situation est la suivante :

* Au plan de la qualité, des documents et études de haute qualité ont été produits par le projet, même si on peut déplorer le grand retard subi dans le processus d’octroi des marchés. On peut citer entre autres les différentes études déjà réalisées et d’autres en cours sur les filières agricoles et non agricoles, le plan de communication et les différents supports médiatiques (plaquettes, t-shirts, casquettes, radios communautaires) qui pont rendu le projet plus visible.
* En termes de réalisations physiques, aucune infrastructure énergétique n’a été installée, même si les engagements dans le processus des DAO montrent que la mise à disposition des équipements est imminente.

Toutefois, si le projet atteint sa phase de croisière en cas d’extension, une attention particulière devrait être portée sur les activités prévues dans le cadre du produit 6 relatif aux Mécanismes financiers définis et mis en œuvre permettant le partage des risques et d’accès aux produits financiers pour la population et le renforcement de l’inclusion financière et les capacités entrepreneuriales des acteurs économiques.

Au regard de ce qui précède, on peut considérer que les activités menées jusqu’à aujourd’hui rentrent dans le cadre de la phase préparatoire du projet.

### Evaluation de l’efficacité de la coordination, de la gestion et du suivi-évaluation du projet

Pour ce qui est des ressources humaines et matérielles, le personnel du projet a été recruté à temps et selon les normes de compétences et de transparence et les équipements sont acquits selon les procédures et les normes du PNUD.

Le système de gestion est en place et répond aux normes du PNUD tandis que celui de rapportage est conforme aux exigences du bailleur qu’est l’union Européenne.

Le système de suivi-évaluation du projet comprend la situation de référence notamment pour les indicateurs de résultats et des cibles à mi-parcours et à la fin du projet, des rapports annuel 2021, du premier et deuxième trimestre 2022 et d’un plan de communication. Cependant, les faibles réalisations physiques sur terrain pouvant générer une masse critique de données pour alimenter la base de données du projet, ne permettent pas encore d’apprécier objectivement et sans équivoque ses performances.

Spécifiquement en ce qui concerne l’évaluation des produits attendus à cette section, on peut dire que :

* Produit 7 :la coordination du projet est fonctionnelle ;
* Produit 8 : les outils de gestion du Projet sont disponibles ;
* Produit 9 : la gestion administrative, financière et comptable du projet est assurée ;
* Produit 10 : le système de suivi-évaluation du projet est fonctionnel.

L’évaluation de cette section du point de vue « efficacité » est satisfaisante.

### Commentaire général sur l’efficacité du projet SERR.

Le projet a souffert d’un retard de démarrage d’au moins 10 mois pour plusieurs raisons, mais principalement d’ordre procédural. De plus, la rareté de l’expertise locale a souvent été à l’origine de plusieurs lancements infructueux des dossiers d’appel d’offres ajoutant aux retards dus au circuit d’approbation des documents par les sièges du consortium PNUD/FAO et les autres parties prenantes aux décisions que sont la DUE et le Ministère en charge de l’énergie.

Ainsi, à part les composantes 1 et 4 réalisées de façon satisfaisante, les 4 autres n’ont pas encore connu de réalisations physiques palpables : Toutefois, le taux de passation des marchés avoisine 90% selon les informations recueillies auprès du projet SERR ; ce qui augure une avalanche de réalisations physiques dans un futur plus ou moins proche. En conclusion, la notation du critère d’évaluation « efficacité » est globalement **« insatisfaisante ».**

On peut dire que la période d’avant l’évaluation à mi-parcours a été une période préparatoire et qu’une masse critique d’activités est pendante, mais est sur le point d’être mise en branle durant ce deuxième semestre 2022. Cela va booster sans nul doute le taux de réalisation d’ici l’évaluation finale du projet.

Pour cela, il va falloir mettre sur pied un plan d’accélération de la mise en œuvre des activités sur terrain très attendue par la population et l’administration et sûrement demander une période de prolongation raisonnable du projet d’au moins 2 ans, comme suit :

* Au moins une année : du fait de la nécessité d’un temps pour réceptionner et mettre en service les différentes infrastructures et équipements, pour la mise en place de mécanismes et produits financiers appropriés notamment le microcrédit et ;
* Au moins une autre année) pour familiariser les bénéficiaires et les futurs gestionnaires des actifs du projet à leur exploitation rationnelle, leur maintenance et leur gestion après le terme du projet.

## Efficience du projet

### Efficience des ressources financières par rapport aux résultats

Le projet SERR est financé à hauteur de 6 749 541.47 Euro dont 3 853 782.25 Euro par l’UE, 2 8345 759. 22 Euro par le PNUD et 60 000 Euro par la FAO. L’analyse de l’exécution budgétaire montre une corrélation directe avec la production de résultats.

Tableau 7 : Efficience des ressources financières par rapport aux résultats

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Composante** | **Budget** | | | | | |
| Prévu | Consommé | | | Total | Taux d’exécution  en % |
| 2022 | 2021 | 2020 |
| Composante 1: Assistance technique et renforcement des capacités | 228,976.24 | 22,250.98 | 58,831.09 | - | 81,082.07 | 35.41 |
| Composante 2: Mini-réseaux | 2,668,522.20 | - | 134,791.78 | - | 134,791.78 | 5.05 |
| Composante 3: Marché systèmes solaires décentralisés | 294,151.54 | 21,393.45 | - | - | 21,393.45 | 7.27 |
| Composante 4: Filière bois-énergie | 535,813.74 | 21,830.29 | - | 159,403.47 | 181,233.76 | 33.82 |
| Composante 5: Développement des AGR | 635,717.09 | 14,505.39 | 1,492.61 | 279,815.73 | 295,813.73 | 46.53 |
| Composante 6: Développement d'instruments financiers pour les services énergétique ruraux dans les zones ciblées | 275,599.14 | *-* | *-* | *-* | *-* | 0.00 |
| **Total** | **4,638,779.94** | **79,980.11** | **195,115.47** | **439,219.20** | **714,314.78** | **21.35** |

Source : Projet SERR

Le taux d’absorption globale budgétaire de 21.35% est presqu’en phase avec le niveau de réalisation des indicateurs de résultats qui n’est encore que de 31.23% :

Cela est dû au fait que les infrastructures prévues (mini-réseaux, ateliers de fabrication de foyers améliorés, services énergétiques et AGRs) ne sont pas encore mises en place et que certaines études ne sont pas encore finalisées.

Les composantes 1, 4 et 5 sont les plus avancées dans la réalisation des activités et les décaissements tandis que les composantes 2,3 et 6 restent très en souffrance sur les 2 tableaux alors qu’elles constituent le cœur même du projet.

Même si la plupart des dossiers (études, dossiers d’appel d’offres) sont déjà finalisés ou en cours de finalisation, la complexité des profils des prestataires et des consultants recherchés surtout en ce qui concerne leurs qualifications, ont occasionné plusieurs relances d’appels d’offre. De plus, la lenteur dans les procédures et la longueur des circuits d’approbation des dossiers ont joué un rôle important dans ces faibles performances. Il est souhaitable de voir comment raccourcir les délais d’expédition des dossiers et de ce fait optimiser le chemin critique du projet en cas d’extension.

### Efficience par rapport aux ressources humaines du projet

Le personnel prévu par le document de projet est en place et a été recruté sur des critères de compétences.

Cependant la mise en place des mini-réseaux et l’élaboration de certaines études nécessite une expertise qui n’est pas toujours disponible sur place ce qui contribue à l’allongement des délais d’exécution des activités prévues.

L’exécution en consortium par 2 organisations chacune avec ses exigences procédurales a aussi à voir avec cet allongement des délais. L’existence de la facilitation, du CTS et d’un accord officiel de collaboration avec le Ministère en charge de l’énergie constitue des atouts sérieux pour autant qu’il y ait une feuille de route claire et consensuelle pour tous. En effet, le projet SERR UMUCO W’ITERAMBERE bien que pertinent dans sa conception a évolué avec un certain nombre de de difficultés d’ordre :

* Organisationnel au regard de sa complexité avec au moins une bonne demi-douzaine d’institutions (institutions membres du CTS, DUE, PNUD, FAO, etc.) ayant une certaine responsabilité dans la mise en œuvre des composantes ;
* Chronologique avec un retard cumulé d’environ dix (10) mois et un déficit de mise à niveau dans le démarrage des activités ;
* Procédural en termes de processus d’approbation des appels d’offres ;

En vue de minimiser les retards dans le traitement et l’approbation des dossiers, il est souhaitable d’une part de donner mandat au CTS d’étudier et de valider les dossiers, et d’autre part de donner le pouvoir à l’UCP de signer moyennant une demande de non objection diligente et concertée des sièges (PNUD, FAO, UE).

D’autres difficultés d’ordre technique et budgétaire ont été notées aussi lors des entretiens. En effet par rapport aux prévisions initiales, la demande en énergie des populations dans la zone d’envergure du projet augmenterait la puissance requise d’un mégawatt du fait de la communication communautaire qui a été intense.

Cette demande devrait augmenter crescendo avec la mise en service des infrastructures énergétiques. Une rallonge budgétaire est à prévoir dans le cadre de l’extension du projet du fait de ce gap de puissance de plus d’un méga watt non prévu lors du dimensionnement des systèmes de mini réseaux.

La même expérience de sous-estimation du potentiel de la demande en énergie électrique par les populations rurales a également été notée au niveau du projet précurseur SESMA.

Par ailleurs, quelques faiblesses techniques ou organisationnelles ont été relaté dans certains rapports d'activité et concernent les foyers améliorés, les kits solaires, les foyers pyrolytiques, et même la fabrication de briquettes de biomasse qui a besoin de plus de recherche/développement en raison des potentialités dont regorge le Burundi.

Il est évident que la biomasse constituera toujours la ressource énergétique la plus accessible pour les populations. Les documents suivants consultés en ligne confirment les atouts du Burundi pour une meilleure valorisation de la biomasse et des résidus par des techniques améliorées de production et d’utilisation :

<https://burundi-eco.com/biogaz-energie-multi-avantageuse/#.YwZ6gXbMLrc>

<https://rise.esmap.org/data/files/library/burundi/Documents/Clean%20Cooking/Burundi_%C3%89laboration%20de%20la%20Strat%C3%A9gie%20sectorielle%20pour%20le%20secteur%20de%20l%E2%80%99%C3%A9nergie%20au%20Burundi.pdf>

NB : Ce Document de Feuille de route portant sur le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi recommande la promotion des techniques permettant l’économie de l’énergie-bois (foyers améliorés, biogaz, briquettes, énergie solaire) ;

<https://www.youtube.com/watch?v=wU-4wyT99p8> BURUNDI ENERGIE : biogaz irakoreshwa kuri lycee kanura y'i gihanga mu ntara ya bubanza

Ces constats en termes de difficultés et de faiblesses techniques et organisationnelles ne militent pas pour une efficience du projet.

Toutefois, toutes les activités préparatoires ont été bien menées nonobstant la complexité du projet et le retard subi dans l’acquisition et l’installation des infrastructures énergétiques.

De ce qui précède, nous pouvons dire que le projet n’est pas encore efficient à mi-parcours. La notation du critère efficience est encore globalement «**insatisfaisante »**.

### Commentaire général sur l’efficience du projet

Le niveau bas d’engagement des ressources financières est en phase avec le niveau bas de l’atteinte des résultats et de réalisation des activités sur terrain. Les mécanismes de coordination et les stratégies d’organisation devront être améliorés pour accélérer la mise en œuvre du projet

Cependant d’ici le début du dernier trimestre de l’année en cours, l’espoir est permis de voir un taux de décaissement appréciable au regard des engagements en cours.

## Durabilité

La mise en œuvre d’un projet à l’échelle nationale ayant l’envergure de celui de SERR UMUCO W’ITERAMBERE requiert des préalables et dispositions devant assurer sa durabilité. En effet, au-delà de l’atteinte des résultats aux plans techniques et socio-économiques, des jalons devraient être posés pour garantir sa pérennisation d’où les questionnements suivants :

* Comment va évoluer le projet en termes d’appropriation de la part des populations bénéficiaires ?
* Des structures relais ont-ils été mise en place ou devraient –elles être renforcées pour assurer la maintenance des installations et la continuité de service après la clôture du projet ?
* Existe-t-il un cadre juridique, réglementaire et incitatifs favorable au développement d’un marché national (et même régional) de technologies mâtures d’énergies renouvelables pour les besoins des populations ?
* Quel est tarif de l’électricité qui serait appliqué dans la zone d’envergure du projet et même au niveau national pour disposer d’une masse critique d’’abonnés ?
* Les équipements utilisés dans le cadre du projet répondent – elles aux normes et standards internationaux garantissant une longue durée et les performances requises ?
* Existe-t-il des synergies avec des projets similaires ?

Etant donné qu’il n’existe pas encore de réalisation physique visible sur le terrain, la réponse aux questions ci-dessus demeure mitigée. Il faut cependant reconnaitre que malgré les retards constatés, un travail préparatoire important a été abattu par l’équipe de projet en termes d’études, de capacités institutionnelles, de cadres de concertation, de communication et de sensibilisation des populations bénéficiaires ainsi que des autorités administratives et communautaires.

Celles-ci adhérent encore au projet et gardent espoir des impacts positifs dont ils devraient bénéficier surtout en matière d’AGR où des filières agricoles et non agricoles porteuses ont été identifiés.

Avec la mise à disposition d’une force motrice á travers les plateformes multifonctionnelles, on pourrait booster l’économie locale avec des chaines de valeur basée notamment sur la transformation des produits agricoles où la production semi industrielle de foyers améliorés.

L’existence de la facilitation, des cadres de concertation à travers les groupes thématiques, du CTS et d’un accord officiel de collaboration avec le Ministère en charge de l’énergie, constituent des atouts sérieux pour l’appropriation du projet par les cadres du ministère en charge de l’énergie appelés à prendre la relève pour la conduite des activités et la maintenance des équipements après le projet. Il en est de même pour la population surtout avec les nombreuses campagnes de sensibilisation et d’information menées par le projet.

Avec ces atouts et au regard de l’engagement de l’administration centrale, territoriale et locale, des bailleurs et de la communauté tel que perçu lors des entretiens dans les sites du projet, on peut dire que le projet SERR UMUCO W’ITERAMBERE W’ITEREMBRE se place dans une durabilité **moyennement satisfaisante.**

**Commentaire général sur la durabilité du projet**

L’implication des autorités du niveau central et territorial jusqu’à la colline, des communautés des 11 villages ciblés à travers les comités de gestion et les nombreuses formes de renforcement des capacités des parties prenantes ou de sensibilisation/information des bénéficiaires, constituent des voies sûres d’appropriation du projet a tous les niveaux et un gage de durabilité après le projet. Cependant en ce qui concerne les kits solaires qui sont chers, leur vente et, par conséquent, leur diffusion sera difficile si des mesures incitatives financières ne sont pas prises a grande échelle.

En effet, le coût d’acquisition d’un kit solaire est établi entre 35000-40000 Fbu. Même si on applique la subvention de 50%, leur prix reste élevé au regard du faible pouvoir d’achat de beaucoup de ménages burundais. Il faut en outre permettre aux acquéreurs de payer à crédit en tranches. En effet, selon l’ISTEEBU[[4]](#footnote-4) , le taux de pauvreté monétaire, en 2020, s’est établi à 51,4% de la population total. L’enquête a estimé que le ce seuil de pauvreté est de 576 753 Francs Burundais (FBU) au niveau national par an, soit 1 580 FBU par jour et par équivalent adulte.

En moyenne, le revenu de la catégorie de la population la plus pauvre est presque la moitié du seuil de pauvreté, soit 282 400 FBU ou 774 FBU par jour et par équivalent adulte. Au niveau national, le taux de pauvreté non monétaire, c’est-à-dire en conditions de vie, est estimé à 53,1%. La pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu’en milieu urbain quelle que soit sa dimension monétaire ou en conditions de vie. Sous la dimension monétaire, le milieu rural compte 3,6 fois plus de pauvres que le milieu urbain, (55,7% contre 15,5%). Sous la dimension non monétaire, il y a 2,5 fois plus de pauvres en milieu rural qu’en milieu urbain (56,7% contre 22,5%). Par ailleurs, les ménages burundais consacrent une grande partie de leurs dépenses à l’alimentation à hauteur de 66,0% de leurs revenus.

## Egalité des sexes et du genre

En ce qui concerne l’égalité des sexes et du genre, il n’existe pas encore de données désagrégées y relative au sein du projet à mi-parcours, mais tel qu’il est conçu, le projet fait la promotion de l’autonomisation de la femme à travers les AGR.

L’utilisation projetée des foyers améliorés participe également à cet objectif d’autonomisation des femmes et jeunes filles, qui peuvent dégager du temps (à consacrer aux activités d’auto développement) naguère consacré à la recherche du bois pour la cuisson. **Notation globale de la prise en compte de ce thème transversal : satisfaisante.**

**Commentaire général sur l’égalité des sexes et du genre**

Le niveau actuel de disponibilité des données sur ce thème transversal ne permet pas encore de bien apprécier sa prise en compte à ce stade de mi-parcours.Cependant les différentes séances de sensibilisation/information des bénéficiaires ont concerné les femmes et les jeunes qui sont les plus nombreux et il est dès lors permis cependant de s’attendre à voir plus d’intégration des femmes dans les filières agricoles et non agricoles identifiés par le projet.

## Impact

A la date de l’évaluation à mi-parcours, les effets, l’impact et la contribution du projet à la théorie du changement escompté ne peuvent encore pas être mesurés, mais on peut présumer que le degré de satisfaction des populations cibles devrait être positif pour les projets d’AGR, et l’amélioration escompté des services énergétiques de base, avec les prix des kits solaires plus abordables.

# Enseignements tirés

* Les activités d’information/sensibilisation sont très bien faites d’autant plus que le projet dispose d’un plan de communication.
* Le projet est pertinent car ses différentes composantes cadrent parfaitement avec des orientations économiques du gouvernement à travers le PND, les politiques énergétiques et environnementales du gouvernement et apportent des réponses aux préoccupations des communautés rurales des zones reculées. Il est aussi en phase avec les principaux objectifs des ODD de l’initiative SEforAll et des différentes COP sur le climat. Dans cette optique, les outils et les produits qui seront mis à la disposition des populations défavorisées, notamment les femmes et les jeunes pourraient favoriser l’émergence de **boutiques de résilience**. Naturellement autour des plateformes multifonctionnelles vont se développer des activités économiques diverses dont entre autres des commerces avec les kits solaires, les pièces de rechange les FA concourant ainsi à l’accessibilité des produits liés au développement des énergies renouvelables et à la visibilité du projet même après son terme.
* La composante Foyers Améliorés accompagne le projet national de reboisement « Ewe Burundi Urambaye » du fait qu’elle va contribuer à minimiser la déforestation des collines a la recherche du bois de cuisson. Les foyers améliorés permettent de réduire considérablement la consommation du bois (soit au moins une économie de bois de 35-40%). En l’absence de données actualisées sur la consommation de bois au Burundi, nous pouvons utiliser un exemple d’une région de la savane au Cameroun[[5]](#footnote-5).

La consommation horaire de bois de feu d’un ménage est de 1,12Kg sur un FA. L’utilisation d’un FA permet d’économiser 3,1Kgs de bois de feu par heure de cuisson dans un ménage. Ainsi, la consommation annuelle de bois de feu d’un ménage est d’environ 613,2Kgs sur un FA et permet une économie de 1 648Kgs de bois par ménage par an.

Etant donné que le ratio superficie - poids en zone de savane est de 4kgs de bois par mètre carré (Avenard et al. 1974), la consommation équivalente en bois de feu par ménage et par an correspond à une superficie de 153,3 m2 sur un FA. L’économie de bois résultant de l’utilisation d’un FAB est équivalente à une superficie de 412m2 par ménage et par an. C’est dire que la vulgarisation et l’utilisation des FA dans la zone d’envergure du projet SEER aura un impact sur la demande en bois énergie et contribuera a la régénération de la forêt.

* L’approche RBF comme seule modalité de vente des kits solaires est très difficile à mettre en œuvre. D’autres consortia ont déjà opté pour une vente communautaire des kits solaires à travers les coopératives ou les AVEC moyennant une certaine subvention qui semble être un passage obligé pour toute diffusion d’envergure de ces kits.
* Pour le moment, la modalité « pay as you go » ne marche pas même dans les consortia plus avancés que SERR, car elle comporte un grand risque pour les entreprises qui voudraient y souscrire.
* Actuellement, il n’existe pas encore de cadre légal pour la tarification et pour l’exploitation des mini-réseaux isolés, même s’il faut se féliciter de l’étude en cours qui demande cependant un consensus avec les parties prenantes à un prix à la fois accessible aux populations et incitatifs pour les investisseurs. En effet, pour attirer ces derniers, il est nécessaire de disposer d’études et de cadres de référence.
* Selon l’expérience des autres consortia, les prix des kits solaires du projet sont très élevés, ce qui constitue un défi pour leur vente dans le contexte de faible pouvoir d’achat de la plupart des ménages de ces zones reculées du pays. Des incitations financières, comme les subventions devront être envisagées par SERR pour surmonter ce défi.
* Même si les infrastructures prévues par le projet ne sont pas encore installées, ces derniers mois de mise en œuvre du projet ont permis de préparer le terrain pour la phase opérationnelle du projet et même pour les projets comme « Soleil-Nyakiriza » de la Banque Mondiale.
* En vue d’optimiser l’opérationnalisation du cadre de collaboration signé entre le Ministère en charge de l’énergie et le projet SERR et accélérer la mise en place, par le gouvernement, d’un fonds de soutien à l’électrification rurale ainsi que l’actualisation de la Loi sur l’électricité, il est souhaitable de repenser le mandat et le fonctionnement du CTS, notamment en dotant la facilitation d’un minimum de moyens logistiques pour assurer le secrétariat du CTS pour la coordination des consortia.

# Conclusions et recommandations

## Conclusions

A cette étape d’évaluation à mi-parcours, le projet SERR répond aux priorités du gouvernement et aux besoins réels des communautés des zones reculées. Sa mise en œuvre en consortium par deux (2) agences onusiennes, au faîte des expériences et de l’expertise technique, comporte en principe une certaine garantie de succès.

De plus, la participation du projet SERR aux groupes thématiques avec d’autres consortia lui sert d’opportunité de capitalisation des résultats et échecs connus par d’autres consortia précurseurs. L’existence du facilitateur permet un échange d’expérience entre consortia profitable au projet grâce aux réunions de synergie ou des groupes thématiques.

Cependant, bien que le cadre des résultats soit clair, le cadre institutionnel de mise en œuvre du projet à travers le CTS souffre de quelques dysfonctionnements dus à une circulation inadéquate de l’information et au manque des règles claires de redevabilité de chaque partie prenante. A cela s’ajoute les lenteurs administratives liées à chacune des agences de mise en œuvre.

Pour toutes ces raisons, les résultats atteints et mesurés à travers une analyse de la pertinence, l’efficacité, l’efficience, les effets/impacts et la durabilité, au cours de la première phase de mise en œuvre projet depuis 2020, n’ont pas encore atteint le seuil escompté à mi-parcours.

Le renforcement des capacités des parties prenantes comme la formation d’un pool de techniciens locaux par exemple et l'amélioration de la coordination des acteurs institutionnels sont effectivement des canaux d’atteinte des objectifs à long terme et de durabilité et en même temps de bonnes stratégies de désengagement du PNUD.

Le projet contribue à l’égalité des sexes et du genre et à l’autonomisation des femmes et des jeunes depuis sa conception à sa mise en œuvre surtout à travers les séances de sensibilisation communautaire.

Les différentes analyses sur la situation à mi-parcours du projet nous ont amené à formuler les recommandations suivantes dans l’optique d’atteindre les résultats escomptés.

## Recommandations

Les différentes analyses sur la situation à mi-parcours du projet nous ont amené à formuler les recommandations suivantes dans l’optique d’atteindre les résultats escomptés. Ces recommandations sont adressées à l’Union européenne en tant que bailleur, au PNUD et FAO en tant qu’agences de tutelle technique, au Gouvernement en tant que coordonnateur de l’action et au projet SERR en tant qu’agent d’exécution du projet.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * A l’endroit du MEHM avec l’appui technique et financier de l’UE, du PNUD et de la FAO | | |
| |  |  | | --- | --- | | **R1** |  | | : | Etant donné le niveau assez bas à mi-parcours d’atteinte des résultats, de réalisation des activités prévues,  de l’importance considérable de la masse critique des activités en instance de réalisation et de la nécessité d’un temps minimum pour l’appropriation des infrastructures, équipements, mécanismes et produits financiers installés, par les bénéficiaires et par le Ministère en charge de l’énergie et partenaire national ainsi que le niveau très élevé d’attentes de l’administration et des communautés bénéficiaires, l’équipe d’évaluation recommande l’extension du projet pour une période **d’au moins 2 ans supplémentaires** afin de bien achever les activités prévues et ainsi générer et assurer des impacts durables. |
| * A l’’endroit du Secrétariat Technique du CTS | | |
| **R2** |  | En plus de son rôle de médiateur, le Facilitateur au sein du consortium, devrait assurer plus d’appui technique à l’Unité de Coordination du projet (UCP), notamment à travers le CTS (secrétariat et logistique, organisation et suivi des actes des réunions et des dossiers d’études ou d’appels d’offres), au cas où l’extension du projet est confirmée.  Dans cette optique, en vue de minimiser les retards dans le traitement et l’approbation des dossiers, donner mandat au CTS d’étudier et de valider les dossiers et donner le pouvoir à l’UCP de signer moyennant une demande de non objection diligente et concertée des sièges (PNUD, FAO, UE). |
| * A l’’endroit de l’UCP | | |
| **R 3** | : | A travers l’étude en cours portant sur la tarification de l’électricité hors réseau, le projet doit s’assurer d’un consensus entre le gouvernement et les opérateurs de mini-réseaux avec des prix accessibles pour les populations à faible revenu.  Aussi, en vue d’assurer la pérennité des activités d’électrification par le projet et leur extension dans d’autres zones rurales, ce dernier devrait faire le plaidoyer auprès du gouvernement notamment à travers le CTS (secrétariat et logistique, organisation et suivi des actes des réunions et des dossiers d’études des consortia, etc.), et les réunions inter-consortia pour l’opérationnalisation du fonds de soutien à la pré-électrification rurale et pour l’actualisation de la Loi sur l’électricité. |
| **R4** | : | Elargir l’assiette de promotion des AGR en exploitant au mieux les chaînes de valeurs des filières agricoles et non agricoles grâce à la mise en service des plateformes multifonctionnelles et lancer, dans le cadre de ces AGR, le concept de « **boutique de résilience** » dont la mise en échelle pourrait se faire dans le cadre des projets et programmes futurs. |
| **R5** | : | Actualiser le plan opérationnel de mise en œuvre du projet et son appropriation par diverses parties prenantes à la lumière d’une éventuelle prolongation qui lui sera consentie. |

# Annexe : Listes des personnes ou groupes interviewés ou consultés

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **NOM ET PRENOM** | **FONCTION** | **CONTACT** |
| 1 | HAKIZIMANA ALPHONSINE | Assistante administrative et financière Projet SERR | 79861561 |
| 2 | NINGENZA JEAN MARIE | Expert national en Finances et suivi-évaluation Projet SERR | 72045555 |
| 3 | SABUMUKIZA SAVIN | Coordonnateur/expert composante foyers améliorés et bois-énergie Projet SERR | 79968838 |
| 4 | CIZA WILLY | Directeur des Energies renouvelables et efficacité énergétique | 69093488/75800067 |
| 5 | NIBAYUBAHE VINCENT | Coordonnateur national du Projet Soleil-Nyakiriza | 69215563/79360412 |
| 6 | LUCA RONDI | Chargé de programmes Energie, Environnement et WASH, Délégation de l’UNION Européenne au Burundi | 22202213/75244409 |
| 7 | NDAKOZE ALAIN GILBERT | Assistant Technique/Programme FAO Burundi | 75826409 |
| 8 | ARAKAZA AUDIFAX | Directeur Technique ABER | 69201130/79305476 |
| 9 | NKURUNZIZA RICHARD | Expert Energies Renouvelables : Mission d’assistance technique | 75729369 |
| 10 | DIDACE NDIVYARIYE | Directeur technique AREEN | 69962047 |
| 11 | NKESHIMANA JACQUELINE | Chargée des AGR au Projet SERR | 76886362 |
| 12 | SAHIRI ALOYS | Expert National en infrastructures au Projet SERR | 76734030 |
| 13 | ANDREA SOVANI | Facilitateur interconsortia | 68279939 |
| 14 | IDRISS BEXI | CTP du Projet SERR | 69201130/76352403 |
| 15 | SINZINKAYO JEREMIE | Conseiller à la Direction Générale de AREEN point focal projet SERR | 69087790/79327431 |
| 16 | CIMPAYE VIRGINIE | Conseiller chargé du développement province Kirundo | 79457332 |
| 17 | NSAVYIMANA DISMAS | Administrateur de la commune Busoni | 61333596/79333596 |
| 18 | KARANGWA ELIAS | Chef de colline Sigu zone Nyagisozi | 68222389 |
| 19 | GAHUNGU SEVERIN | Chef de colline Shanga | 69430809 |
| 20 | BACEBASEME THERENCE | Administrateur de la commune Buhiga | 69276927 |
| 21 | NIBOGORA ANITHA | Administrateur de la commune Kigamba | 68842885 |
| 22 | MVUKIYE ALEXIS | Chef de colline Shinge | 69437711/76096826 |
| 23 | NZEYIMANA CELESTIN | Chef de colline Gitanga | 69787183 |
| 24 | BANYIYEZAKO BONIFACE | Gouverneur province Cankuzo | 69443104 |
| 25 | IRAKOZE CHANTAL | Administrateur de la commune Cankuzo | 61340341 |
| 26 | BARIBONEKEZA IMELDE | Chef de colline Murama-Rugwe | 69456311 |
| 27 | TWAGIRAYEZU FRANCOISE | Administrateur de la commune Bukemba | 69184571 |
| 28 | MUKANYA PASCAL | Analyste Suivi-évaluation/Bureau PNUD | 71099932 |

1. Données du document de projet, Avril 2021 [↑](#footnote-ref-1)
2. Plan National de développement, 2018-2027 [↑](#footnote-ref-2)
3. Consortium Norwegian Church Aid, Conseil National des Eglises du Burundi & Commission Episcopale Justice et Paix : Les effets de la déforestation et les solutions alternatives au Burundi Analyse de l’Etat des lieux et formulation des Alternatives, octobre 2019 [↑](#footnote-ref-3)
4. RAPPORT DE L’ENQUETE INTEGREE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES AU BURUNDI (EICVMB, 2019-2020). PROFIL ET DETERMINANTS DE LA PAUVRETE AU BURUNDI, Décembre 2021 RAPPORT DE L [↑](#footnote-ref-4)
5. Sur Google : USAGE DES FOYERS AMÉLIORÉS ET PRÉSERVATION DE LA VEGETATION AU CAMEROUN :

   Maxime KAMDEM, Gilles TOUNSI, Fabrice YODJIN, février 2021 [↑](#footnote-ref-5)